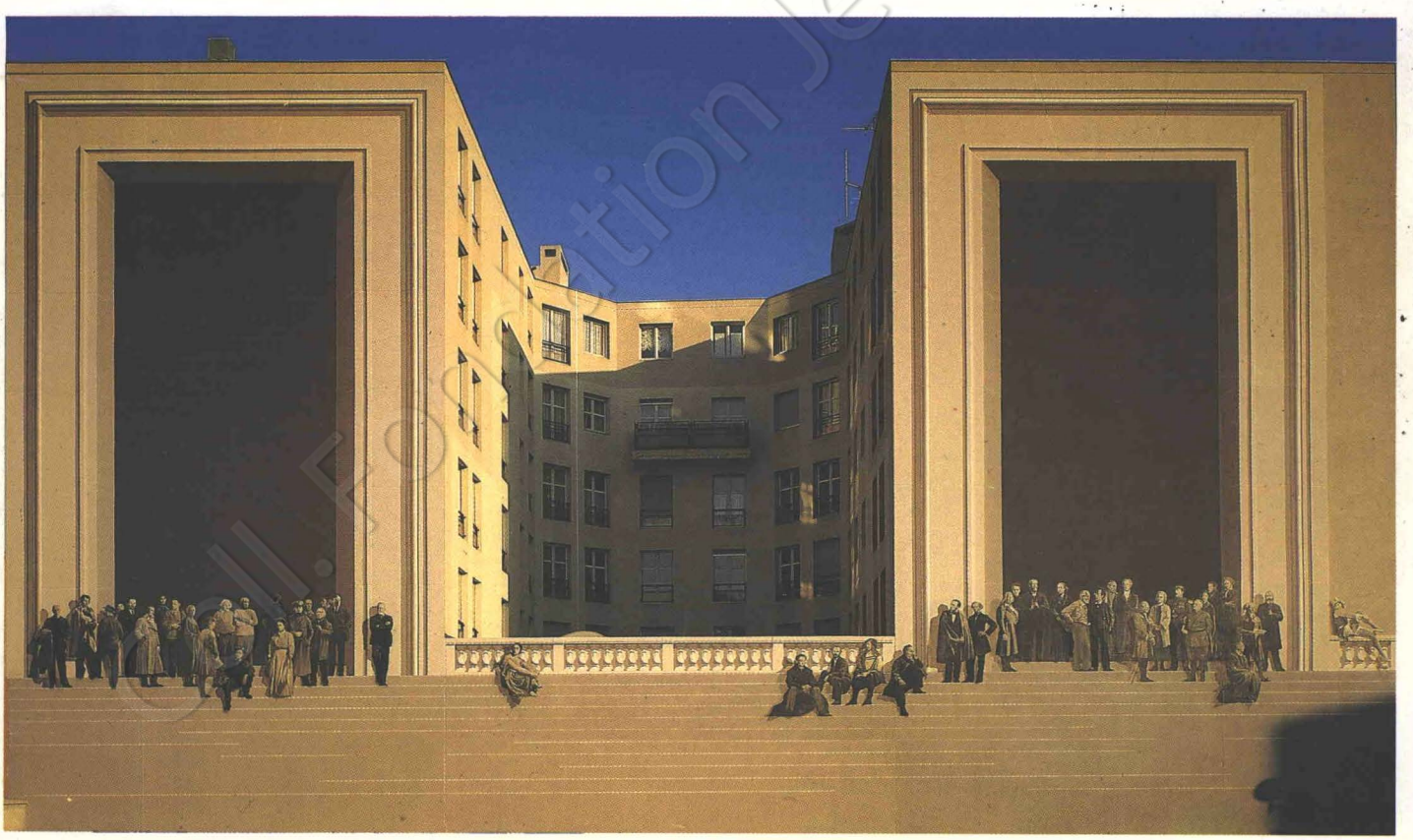
SECRETARIAT NATIONAL A LA CULTURE

L'ETAT
LES VILLES
LA CULTURE
ET
LES SOCIALISTES

Coll. Fondation Jean-Jaurès



BELFORT
Fresque d'Ernest Pignon-Ernest d'un immeuble en U.
(Les personnages symbolisent la France et l'Allemagne) •

1989

SOMMAIRE :

- **Introduction** de Max GALLO _____ 1

- **Première partie : ETAT ET CULTURE** - débat d'idées du 7 février 89 _____ 3

- Culture : Une nouvelle «trahison des clercs» ? par Lothar **BAIER** _____ 4
- Les devoirs de l'Etat par Régis **DEBRAY** _____ 6
- La télévision au pied du mur présenté par Ange **CASTA** _____ 8
- Le refus de l'instrumentalisation de la Culture par Guy **SAEZ** _____ 11
- Une certaine idée de la France et de la société par Jacques **RENARD** _____ 13

2ème partie : LA CULTURE DANS LA VILLE - Colloque «Les socialistes, la Culture et la ville» (Montpellier 28 et 29 janvier 89) _____ 15

- L'ambition sociale de la Culture par René **RIZZARDO** _____ 16
- La Culture au coeur de Montpellier par Georges **FRECHE** _____ 20
- L'urbanisme et l'architecture : clés d'une politique culturelle par Roland **CASTRO** _____ 24
- L'artiste dans la ville par Jean-Pierre **VINCENT** _____ 28

3ème partie : PISTES POUR LA CULTURE - contributions des groupes de travail du Secrétariat national à la Culture à l'occasion du colloque de Montpellier _____ 31

CONCLUSION par Max GALLO _____ 47

© Fondation Jean-Jaurès

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tous ceux qui ont rendu possible la tenue de ce colloque et de ces débats, et la publication de ces interventions.

Pascale Robert et Pascal Prompt du Secrétariat National à la Culture sans qui rien n'aurait pu être fait.

A l'I.S.E.R. et donc à Colette Audry et Renée Frégosi qui se sont associés à nous.

Aux intervenants bien sûr et ceux notamment dont les textes, faute de place... ou de remise dans les délais, n'ont pu être insérés dans cette publication.

Nos remerciements vont aussi à Pierre Mauroy et Henri Emmanuelli qui ont soutenu nos initiatives.

INTRODUCTION

LA CULTURE : « POLITIQUE INTERIEURE DE DEMAIN » ?

par Max GALLO

Culture ? Il n'est plus aujourd'hui un responsable politique pour rejeter ce mot. La Culture est devenue un élément essentiel des programmes électoraux tant nationaux que municipaux. Et les concurrents des compétitions électorales affichent tous en bonne place un programme culturel. Quand ils présentent leur bilan ils rappellent festivals, spectacles, expositions, tours de chants, etc. Et dans les classements qu'établissent les commentateurs entre les villes ou les candidats, la Culture est un élément essentiel. Telle ville affiche son programme d'art lyrique, telle autre son ballet : et les commentateurs hiérarchisent.

Mais cette importance donnée à la Culture n'a pas que des aspects positifs. Ceux-ci certes sont évidents. Offrir à un large public des représentations de qualité, inviter les meilleurs et les plus connus des créateurs à s'exprimer, c'est un progrès manifeste.

Cependant, si la Culture se limitait à cela, on pourrait en conclure qu'il n'y a aucune différence entre telle ville ou tel Gouvernement conduit par un homme de droite et parfois d'extrême-droite et d'autres par des hommes de gauche.

Ecrivant cela, je sais qu'on pourra m'accuser de vouloir le « tout-politique », et l'art, la création ne sont-ils pas par essence, dit-on, au-dessus de la politique ou ailleurs ?

Mais si la Culture a une pointe « critique » et même « blasphématoire » comme le dit excellemment Alain Finkielkraut, est-il possible que des conservateurs ou des « réactionnaires » l'acceptent, dès lors qu'elle pourrait mettre en cause leur pouvoir ou l'ordre social qu'ils veulent explicitement maintenir ?

Bref, quel est le rapport entre la Culture aujourd'hui, telle qu'elle est insérée souvent institutionnellement dans le tissu urbain ou étatique, et d'autre part la contestation qui en a fait à toutes les époques de l'histoire sa valeur ?

Ce sont ces questions que nous avons voulu au Secrétariat national à la Culture du Parti Socialiste aborder. Nous l'avons fait dans des débats d'idées organisés avec le concours de l'Institut Socialiste d'Etudes et de Recherche. Nous les avons aussi évoquées au cours d'un colloque tenu à Montpellier (les 28 et 29 janvier 1989) et nous reproduisons ici les interventions les plus significatives.

Elles n'engagent pas le Parti Socialiste mais il est naturel que nous leur donnions le plus large écho possible car il ne saurait y avoir de Culture sans confrontation des points de vue.

Ce qui m'apparaît au terme de ces rencontres, c'est que nous nous trouvons sans doute à un moment important de transition.

Les acteurs culturels (créateurs, artistes, élus chargés des questions culturelles, etc) sentent bien qu'il est nécessaire de repenser la dimension critique de la Culture.

De ce point de vue, l'intervention de Lothar Baïer, fondée sur l'expérience de la gestion culturelle de la ville de Frankfort, me parait décisive. Il marque bien en effet le danger qu'il y aurait à voir la Culture se transformer en une « technique de muséïfication » et il va plus loin même quand il dit « les soi-disant acteurs culturels deviennent un peu des policiers parallèles qui s'occupent de la prévention sociale ». Et il rapporte que le responsable des affaires culturelles de la ville de Saar-Brücken a, par exemple, appelé le travail culturel « la politique intérieure de demain ».

Ce point de vue peut paraître radical. Il a le mérite de mettre l'accent sur la « normalisation » qui peut se produire quand la Culture devient une manière de représenter la société telle qu'elle est sans poser les questions, qui sont toujours d'actualité, de son renouvellement.

Or, aujourd'hui comme hier, nos sociétés, le monde tel qu'il fonctionne, portent en eux des inégalités, des injustices et sont dès lors tout aussi « scandaleux » qu'ils étaient il y a des décennies. La fonction de la Culture, dès lors qu'elle refuse d'être seulement un spectacle ou une procédure de pacification des esprits, c'est de dénoncer ce scandale en faisant prendre conscience par et dans la libre création de l'artiste de ce qui demeure inacceptable dans la vie collective et tout simplement dans l'existence de chacun.

Certes, on ne peut, d'en haut, décréter qu'il faut que la Culture soit ainsi. Le mouvement culturel échappe quand, précisément il se donne cette contestation pour but, à toutes directives, extérieures, administratives, bureaucratiques, municipales ou étatiques. Ce sont les créateurs eux-mêmes qui, s'ils en ressentent la nécessité, expriment un point de vue critique.

Rien ne serait plus ridicule que de taper du pied en recommandant que naisse ou renaisse une Culture critique. On ne fait pas surgir les Beaumarchais, les Berthold Brecht, les Jean Vilar par décret.

Mais cela étant dit, c'est aussi la responsabilité d'un Secrétaire national à la Culture du Parti Socialiste de rappeler qu'on ne saurait se contenter en matière de Culture d'une addition de spectacles, de représentations, d'opéras, etc. Et que la Culture c'est ce qui entraîne le citoyen à être plus lucide, plus exigeant envers son propre destin et le destin de la collectivité auquel il est lié. Et par l'exercice de cette lucidité et de cette exigence, à approcher, pour quelques instants, le bonheur, c'est à dire la fusion du coeur et de l'intelligence.

Est-ce à dire que l'Etat, les villes n'ont aucun rôle à jouer ? La plupart des interventions dans nos débats d'idées et au colloque de Montpellier marquent le contraire. Ouvrir des salles de spectacles, des lieux de débats, laisser le créateur libre et lui offrir un dialogue possible avec un public exigeant, ce sont les voies qui peuvent permettre la naissance d'une Culture à nouveau critique qui, avouons-le, dépend pour l'essentiel de la décision individuelle du créateur, stimulée par ces propres désirs et la rencontre de ceux-ci avec le mouvement social.

Un modèle de ce que l'Etat peut faire, c'est par exemple la décision qui a été prise au début du premier septennat de François Mitterrand d'imposer par la loi le prix unique du livre qui a permis de maintenir en vie un réseau de petites librairies de qualité dans lequel peuvent se distribuer des premiers livres d'inconnus qui portent peut-être en eux cette exigence critique. Et de refuser par là même la normalisation qui naît inéluctablement de la diffusion exclusive des succès de librairies à prix réduits.

De plus, l'actualité (affaire Scorcese, affaire Salman Rushdie, retrait de la vente de tel ou tel disque, censure de fait donc sur des créations) montre que les libertés de création et d'expression ne sont jamais définitivement assurées et garanties. L'Etat républicain et laïc a pour mission de protéger les créateurs contre toute censure, d'où qu'elle vienne, même si elle se pare des vertus du « Sacré ».

Pour le créateur le « Sacré » c'est son oeuvre et sa liberté et l'Etat, dans le cadre des lois, doit respecter cette priorité.

Le Parti de Jaurès, qui se réclame de la tradition des Lumières (Voltaire !!!) et de la Révolution française, pouvait-il ne pas rappeler en 1989 et alors que l'on brûle des salles de cinéma et des livres, cela ?

***

Les débats que nous avons tenus ne sont que le début d'un travail de réflexion nécessaire au moment où s'étend sur l'Europe le grand marché des images qui est la grande matrice des comportements individuels.

Parler de Culture aujourd'hui c'est en effet évoquer ce problème de la télévision, qui échappe en grande partie au créateurs et est pour l'essentiel entre les mains des « marchands ».

C'est dire que face à ce défi, la politique retrouve toute sa place.

Il ne s'agit pas de politiser la Culture. Mais par la décision et les choix politiques de permettre à la Culture d'exister encore.

PREMIERE PARTIE

ETAT ET CULTURE

Débat d'idées du 7 février 1989

Coll. Fondation Jean-Jaurès

CULTURE : UNE NOUVELLE « TRAHISON DES CLERCS » ?

par Lothar BAIER (*)

Je tiens à dire que je trouve tout à fait remarquable qu'un observateur étranger, Allemand de surcroît soit invité à participer à cette table ronde, mais je tiens également à souligner que je parle ici uniquement en mon propre nom, et non en relation avec une tendance politique, un parti politique, et encore moins en tant que représentant de la République Fédérale.

Le sujet, l'Etat et la Culture au sens étroit, n'a pas beaucoup de sens en Allemagne fédérale, tout simplement parce que le pouvoir central n'a pas de compétence culturelle. Cette compétence relève des régions et des villes. Si vous comparez l'apparition physique de votre Chef de l'Etat et de notre Chancelier KOHL, vous devinez aussi que les rapports personnels de notre personnel politique à la Culture sont différents.

S'il faut parler de l'Etat et de la Culture, donc, il faut se placer au niveau des régions et des villes, dont on a pu là-bas observer les changements, je pense tout à fait significatifs, ces dernières années.

J'habite la ville de Frankfort, je suis donc plus à l'aise en parlant de l'expérience de cette ville qui était gouvernée depuis la fin de la guerre jusqu'en 77 par les Sociaux-démocrates. A partir des années 60 à peu près, sont apparus les contours d'une politique culturelle très marquée dans cette ville, basée sur l'idée traditionnelle de la social-démocratie, en ce qui concerne la formation populaire. Vous savez avant la première guerre mondiale, une partie très importante de la politique du SPD ce fut ce qu'on appelle en Allemand la Bildung, la formation, la culture.

Pour aboutir à cet objectif, la ville de Frankfort a dessiné un très vaste programme de musées destinés à l'accès populaire. L'idée à l'intérieur des musées, était non seulement d'exposer des objets, mais de les accompagner des explications à des fins éducatives, donc faire que les spectateurs puissent reconnaître à travers les objets exposés leur propre histoire et prendre conscience de leur propre détermination historique, et l'idée de la Culture, derrière , c'était bien entendu aussi, la conception traditionnelle de la Culture comme espace où se joue l'émancipation du sujet.

Or, en 77 la Droite a pris la ville, et elle a sauvegardé, non seulement le responsable social-démocrate de la Culture, mais aussi l'essentiel des plans pour la construction des Musées, et le réaménagement de l'espace urbain, seulement avec quelques changements d'accents, par exemple le facteur éducatif a déserté les musées ; désormais il s'agissait plutôt de représenter quelque chose par le biais des musées, des salles d'exposition, etc... On a dépensé de plus en plus d'argent pour cela, ce qui est aussi un changement significatif. Auparavant les budgets culturels étaient toujours sujets à des débats publics. A quoi sert d'entretenir à grands frais les théâtres ? Tout à coup la Culture, elle, où les dépenses ne sont plus débattues, c'est-à-dire qu'on a opéré un réaménagement également des termes dans lesquels était traitée la culture ; tout d'un coup les frais sont deve-

(*) écrivain allemand, auteur du livre "Firma Frankreich" à paraître en français en mai 89.

nus des investissements dans le futur. Et dans cette ville de Frankfort qui se prépare un peu à devenir un centre financier équivalent à des places comme Tokyo, Londres etc, la Culture, « expressis verbis », est de plus en plus élevée en facteur de site, comme le projet d'un aéroport ou une bonne connexion à l'autoroute, etc. Donc c'est un changement tout à fait significatif que tout à coup la Culture devienne un facteur presque matériel et économique.

Dans le Land Bade-Wurtemberg ce changement se montre d'une manière encore un peu plus radicale qu'à Frankfort. Ce Land est gouverné par la CDU et le Président Lothar Spth est un technocrate qui, à l'image des autres dirigeants de son Parti, n'a pas de rapports spécifiques au monde de l'Art et de la Culture. Mais tout à coup, tout en soutenant le développement d'une haute technologie nouvelle - vous savez le se regarde un peu comme la Californie de la RFA - ce Ministre-Président vient de découvrir les vertus de l'Art, et l'Art est regardé un peu comme un facteur annexe de la créativité industrielle technologique. Donc il se laisse entourer par les artistes, puisqu'il y a toujours des artistes qui s'empressent d'entourer un des Princes !

L'Etat, donc pour répéter, pas l'Etat central, mais l'Etat en tant qu'abstraction des politiques municipales et régionales est plus le mécène désintéressé qui ne fait qu'assurer les conditions matérielles de la création artistique. D'ailleurs il se fiche complètement de l'art en tant que création, de l'imprévisible.

La Culture pour lui est un instrument pour gérer le temps social. Le langage technocratique utilisé à l'égard de la Culture le montre très bien. Le responsable des affaires culturelles de la Ville de Saar-Brücken, par exemple, a appelé le travail culturel : « la politique intérieure de demain » . En d'autres mots, les soi-disant actes culturels deviennent un peu des policiers parallèles qui s'occupent de la prévention sociale. Un Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur est d'ailleurs celui qui est responsable chez nous, au niveau fédéral, des affaires culturelles comme le cinéma, etc.

Dans la mesure où la Culture, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, est devenue une technique de muséification , une Culture des interprétations et des réinterprétations, elle se prête à cette tâche préventive. Et en tant qu'appareil, elle se prête aussi à l'administration par l'Etat. Je pense donc qu'il faut se méfier moins de l'Etat, (mais il faut toujours se méfier de l'Etat, cela va de soi) que de cette culture qui, tout en jouissant de sa vieille gloire de transcendance, de sa renommée de créer des images d'un monde contre le monde existant, cette culture qui finit par culturaliser aujourd'hui, du moins chez nous, à outrance les conflits du monde existant. Tout devient tout d'un coup « Culture » objet d'exposition, sujet de collection muséale.

Je me souviens par exemple, il y a quelques mois j'étais invité à un colloque à Graz, en Autriche, sur les Lumières, un peu en rapport avec le Bicentenaire. Le soir, en guise de distraction culturelle, on a offert le projection de SHOAH comme une distraction, comme un élément supplémentaire culturel qui s'ajoute aux débats de fond. Pour moi, c'était un des symptômes de cette culturalisation de tous ces phénomènes qui existent dans notre monde.

On parle de nouveau, me paraît-il, de la trahison des clercs. Ceux qui trahissent sont les intellectuels qui dénigrent et dénient la Culture. Donc moi aussi je suis un traître. Je pense qu'il faut plutôt parler de la trahison perpétrée par la Culture d'aujourd'hui contre elle-même, ayant renié ses capacités anticipatrices, critiques et surtout auto-critiques, elle est devenue Culture affirmative de second degré.

Pour défendre la Culture de tout soupçon, dont le soupçon de l'affirmation, on l'identifie souvent à une action de résistance, voire antifasciste. On cite dans ce contexte très souvent ce fameux mot de Goebbels « quand j'entends parler de Culture, je sors mon revolver ». Ce sont les barbares qui sont contre la Culture, les gens bien, les gens honnêtes sont pour.

Je crois que ce cliché contient une grave erreur historique. Les nazis n'ont aucunement agi selon la formule de Goebbels. Après la chasse aux artistes et écrivains, communistes, socialistes, juifs, Goebbels lui-même a tout fait pour entretenir une vie culturelle de haut niveau bourgeois. La politique de cinéma de Goebbels était extrêmement sophistiquée, axée parfois autour de l'idée de l'autonomie de l'art. Les nazis ont su créer un climat culturel qui attira bon nombre d'acteurs culturels, comme on dirait aujourd'hui. Pensez par exemple à Karayan, c'est dans la vie culturelle animée par Goebbels qu'il a fait son apprentissage.

Pour finir, on peut se demander, et cette question me préoccupe, si le moment n'est pas venu où il faut sauver la création artistique, musicale, littéraire de la main-mise d'une Culture qui ressemble de plus en plus à une usine de retraitement des traditions déjà consumées et surexploitées. Automatisée et robotisée, cette usine, fleuron de l'Europe nouvelle, peut se passer des individus solitaires, créateurs incalculables.

Coll. Fondation Jean Jaurès

LES DEVOIRS DE L'ETAT

par Régis DEBRAY (*)

Apparemment tout est antinomique dans l'antithèse Culture-Etat, comme domestication et autonomie, comme commande et talent. Les « pompiers », personne n'aime, c'était une Culture d'Etat ; Picasso tout le monde aime, c'est la Culture d'un génie, et pourtant Guernica est une commande. La République espagnole a passé commande à Picasso de Guernica, c'était une obligation d'Etat et pour lui une obligation civique.

Voilà qui nous met déjà peut-être sur une piste. C'est que, aujourd'hui l'antinomie ne fonctionne peut-être pas au sens du XIX. Aujourd'hui l'industrialisation de la Culture la subordonne obligatoirement à la règle du marché, c'est-à-dire de la demande. Cela vaut pour le cinéma, cela vaut pour la Télévision, et cela vaut généralement pour les arts de masse. Et pourtant une activité culturelle a un trait spécifique, c'est qu'elle est gratuite, c'est-à-dire qu'elle est désintéressée. Je veux dire qu'on ne fait pas une oeuvre d'art pour gagner des sous. On peut en gagner, un tableau peut se vendre, mais on ne connaît pas de peintre qui peigne une toile pour gagner sa vie, même s'il peut à la fin de sa vie la gagner très bien.

Je veux dire que dans une société capitaliste comme la nôtre, quelle peut être la place de la Culture si l'Etat n'est pas là pour la soustraire aux règles du marché ? Et de même qu'on disait jadis que la liberté opprime et la loi libère, peut-être peut-on dire que le mécénat opprime et la subvention libère.

Qu'est-ce que je veux dire à travers ce paradoxe ? C'est que, évidemment, la Culture existe au Japon et aux Etats-Unis et dans tous les pays où il n'y a pas culture d'Etat, ou en tout cas politique culturelle à partir d'un Etat. Mais outre que les données historiques ne sont pas les mêmes, et qu'elles sont absolument intransposables, notamment dans un pays comme la France, où depuis le XVI et le XVII siècles, la Culture est liée au monarque, outre que ce n'est pas transposable, il faut bien voir que le mécénat qu'est-ce qu'il cherche ? il cherche le prestige. Le prestige est fait par quoi ? Par la célébrité. Autrement dit lorsqu'on soutient, et je suis tout à fait partisan d'une collaboration dite sponsoring, mécénat, participation privée aux politiques culturelles ; mais enfin tout de même lorsqu'une entreprise veut se faire de la publicité, elle ne demandera pas à un peintre de 22 ans ou un peintre pas connu, ou un architecte pas connu, de faire quelque chose pour elle. Elle ira, comme l'argent va aux riches, la célébrité va aux gens célèbres, et le mécénat va aux artistes arrivés.?

Qui est-ce qui, dans ces conditions peut s'occuper de la création , lorsqu'il n'y a pas de demande de l'art ; il y a certains arts, comme la musique savante, la musique dite sérieuse, la musique moderne, où il n'y a pratiquement pas de marché. Je veux dire qu'un certain type de musique vivante, de recherche musicale contemporaine ne pourrait pas exister sans la subvention, que la création plastique également, lorsqu'elle est création, et non simplement illustration ou publicité.

Que seraient les possibilités des jeunes architectes ou des plasticiens sans le 1 % des édifices publics, etc...?

Je n'entame pas la question essentielle qui est celle de la télévision aujourd'hui. Des propositions, une lettre ouverte envisageant la suppression de la publicité sur les chaînes de service public existent. Mais chacun sait que l'enjeu culturel numéro un c'est évidemment le maintien d'un service public, puisque comme vous le savez, nous avons aujourd'hui une télévision commerciale d'Etat, cela s'appelle Antenne 2. Ce n'est pas un service public, on peut dire c'est un secteur public. Ce n'est plus un service public parce que là l'Etat s'est aligné sur le marché, et c'est je crois à l'avenir une ligne de clivage fondamental.

Pour élever, si j'ose dire, un peu le sujet, il est certain que l'Etat ne doit pas prendre en charge le bonheur des individus, et il n'est pas question d'inculquer ou d'imposer quelque norme que ce soit, quelque valeur que ce soit, et quelque officialité que ce soit. Mais l'Etat tout de même a un devoir, c'est d'empêcher de rendre les citoyens complètement idiots. Or le déchaînement du marché et des forces automatiques de l'offre et de la demande peuvent produire des non-citoyens, c'est-à-dire des citoyens qui auront perdu les moyens de la liberté de penser et de la liberté de créer et de la liberté de communiquer.

(*) écrivain, auteur de "Que vive la République".

Autrement dit, la liberté de la Culture passe aujourd'hui par la responsabilité de l'Etat, c'est dumoins ce qu'il me semble , et au fond, on pourrait très bien prendre modèle sur l'instauration de l'école publique à la fin du XIX siècle.

Il ne faut sans doute pas rabattre la création culturelle sur le monde scolaire, mais il y a dans la démarche républicaine qui a fondé l'école laïque quelque chose d'assez exemplaire. Tant que l'éducation était laissée à ce qu'on n'appelait pas alors la société civile, c'est-à-dire tant que l'éducation était laissée aux familles et aux individus, il y avait le préceptorat, c'est-à-dire que les enfants de riches avaient une éducation, les enfants de pauvres n'en avaient pas, ou ils avaient celle du curé, et il y avait à la sortie unité brisée de la République et du pays.

L'école d'Etat ce n'est pas l'école de l'Etat. L'école laïque n'a pas pour fonction de transmettre une opinion, mais les moyens d'avoir une opinion, c'est-à-dire qu'elle doit éduquer des libertés, protéger des libertés, c'est-à-dire former des citoyens qui ne sont sujets ni aux dogmes ni aux forces ni aux interdits.

Peut-être que le rôle de l'Etat dans le domaine culturel serait celui-là : soustraire la culture aux dogmes, aux forces et aux intérêts, c'est-à-dire pour parler vite, la soustraire aux règles du marché qui sont des règles par définition anti-culturelles, si culture veut dire gratuité et désintérêt. En ce sens je crois qu'il y a à l'avenir, de ce côté, une ligne de résistance capitale qui peut distinguer des sociétés libres des sociétés asservies. Je veux dire des sociétés libres de penser et de créer d'une part, et des société asservies aux forces du marché d'autre part.

Vous savez que le grand paradoxe du moment c'est que les Socialistes ont une morale, mais malheureusement ils ont une économie. Et comment sauver une morale lorsqu'on a fait siennes les règles d'une économie capitaliste par définition immorales. Voilà un problème dont l'actualité offre quelques illustrations. Il y a là un problème de fond, ce n'est pas du tout un problème d'anecdotes ou de personnes, il y a là un problème plus que de société, de civilisation.

Alors je crois je parle évidemment à titre personnel, je ne vois pas d'ailleurs à quel autre titre je pourrais parler, mais je suis sûr qu'il faut un dialogue avec les forces de l'argent, on ne peut pas se priver du dynamisme du capital. Mais s'il faut un dialogue, il ne faut pas de fusion. Autrement dit, on peut dialoguer sans copiner et sans devenir esclave, et peut être que c'est vis-à -vis de la Culture que l' Etat aura à l'avenir à jouer le rôle essentiel qui est de bien séparer le domaine de l'économique et de la recherche du profit, des autres domaines qu'on peut appeler sacro-saints, dans lesquels l'économie ne peut pas avoir le dernier mot. C'est la Justice, c'est la Défense, c'est l'Ecole et c'est la Culture.

DIALOGUES

pour la Culture et la communication

Vient de paraître : n° 15/16 Aménagement culturel et tourisme
n° 17 Les socialistes, la Culture et la ville

Prochains numéros : l'Europe et la Culture (juin)
Le Bicentenaire
L'ingénierie culturelle (septembre)

Abonnement 200 Frs à adresser à Anne-Marie NIEL
A.D.C.R.
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

LA TELEVISION PUBLIQUE AU PIED DU MUR

texte présenté par Ange CASTA (*)

La télévision publique en France est engagée dans une logique de décadence qui met, à terme, son existence en cause.

Le moment est venu de prendre conscience de l'enjeu et d'en mesurer les conséquences.

Trois chaînes commerciales de télévision ont été créées ou développées depuis 1986. Chacune a son style, ses contraintes, ses ambitions et sa réussite financière. Spectaculaire pour l'une d'entre elles. La publicité y dicte sa loi, le programme en est le support et l'audimat le juge suprême. Pour la satisfaction des annonceurs à qui l'on vend des spectateurs/consommateurs par paquets de 1000...

Or la télévision publique, pour ce qui concerne son **financement,** ses **programmes** et la recherche du **taux d'écoute maximum** comme critère unique d'évaluation de son audience, **s'est alignée sur le modèle de la télévision commerciale.**

Le résultat est clair : accélération de la dégradation de la qualité des programmes, envahissement par les jeux, l'argent et les séries étrangères à bon marché, diminution considérable de la création française. En 1987, ANTENNE 2 n'a consacré que 8 % de ses moyens financiers à la création originale et F.R.3 encore moins, 6 %.

Désormais, le téléspectateur privé de choix subit. Plus il y a de chaînes, plus on lui propose la même chose. Certains parlent déjà de « catastrophe culturelle »... Dans ces conditions le paiement de la redevance ne peut que poser des problèmes à terme...

Le moment est venu de nous souvenir que la télévision peut et doit avoir **un autre visage.** N'oublions pas qu'elle est le moyen par lequel les membres d'une communauté, y compris les plus déshérités, sont reliés à l'univers social. Il suffit pour s'en convaincre de voir la floraison des antennes sur les toits de tôle des bidonvilles du Caire ou de Mexico. Cela fonde **le droit à la communication pour tous.**

Aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, enfants, femmes, hommes, rêvent, apprennent à voir et à penser à travers les images qu'ils reçoivent. Est-on le même citoyen si l'on tourne soir après soir avec « La roue de la fortune » ou si l'écran de télévision ouvre pour nous une fenêtre sur le monde, ses contradictions et ses richesses ?

Nous ne contestons pas le rôle que peut jouer la publicité dans l'économie. Mais c'est la société civile, c'est le devoir de l'Etat, de faire en sorte que chacun de nous puisse **choisir librement** entre télévision commerciale et télévision publique.

Parler de liberté, de formation, de culture, d'éducation et même de république ou de démocratie et condamner le pouvoir de l'argent, n'a de sens que si l'on donne au service public de la télévision les moyens **d'exister pour créer.**

En cette fin du XXème siècle, la tâche est aussi urgente, aussi importante, que celle que les républicains eurent à accomplir quand à la fin du XIXème siècle ils créèrent l'école publique.

Cela ne signifie pas que la télévision publique doive être, au sens étroit du terme, « pédagogique ». Création, invention, sensibilité, lucidité, curiosité, humour, étonnement... voilà ce qui devrait inspirer ses programmes, et non la recherche d'une écoute maximale, au mépris de la qualité, pour satisfaire aux lois du marché.

A ce jeu elle perd son âme et oublie ses missions. Son crédit s'amenuise au fil de son audience perdue. Déchirée entre un passé glorieux qui s'éloigne et un présent qu'elle ne maîtrise plus, elle a de moins en moins d'argent, de moins en moins d'ambition.

... Pour que vive la télévision publique

Il est urgent de retrouver la cohérence et de redonner à la télévision publique son caractère propre lié à ses missions : **informer, divertir, cultiver, communiquer.**

La condition nécessaire et **préalable** à sa renaissance réside dans **la réforme de son mode de financement.**

Il faut ensuite organiser une **large ouverture sur le monde de la création,** adapter en conséquence **ses méthodes de gestion et de fonctionnement,** se

Collection Léon de la Rive

doter d'un **Observatoire National de l'Audience** tant au plan de la satisfaction que de l'écoute.

ANTENNE 2 est aujourd'hui financée au niveau de 70 % directement par la publicité qui détient la réalité du pouvoir et impose de fait une politique de programme. C'est en s'affranchissant de cette tutelle que la télévision publique pourra à nouveau s'inventer.

Comment ?

La télévision publique doit **renoncer** aux 3 milliards de francs qui constituent la part de financement direct par la **publicité de marque.** Cette somme retournera sur le marché et bénéficiera à l'ensemble des supports.

En contrepartie, une **CONTRIBUTION CULTURE ET COMMUNICATION** sera créée. Elle ne touchera pas les téléspectateurs et sera prélevée d'une façon juste et équilibrée sur l'ensemble des investissements publicitaires.

Ces investissements sont passés de 40 milliards de francs en 1985 à près de 59 milliards en 1988. Ils dépasseront 65 milliards en 1989, soit une progression de plus de 60 % en 4 ans. En 1988, ils ont augmentés de 25 % pour la seule publicité télévisée et de 15,50 % pour la presse écrite. La marge de progression à venir demeure grande.

Cette contribution assurera à la télévision publique un financement **important et progressif** qui lui redonnera sa liberté d'action. Dès cette année, il pourrait approcher 4 milliards qui viendraient s'ajouter à la redevance.

Ce financement a été étudié par des experts. Il est réalisable. La modification des flux financiers fera naître un nouvel équilibre.

Des financements de ce type existent déjà. Ils sont utilisés par la puissance publique dans d'autres secteurs d'activité où l'intérêt général le commande. Pourquoi la télévision publique n'en bénéficierait-elle pas ?

N'oublions pas qu'en Grande-Bretagne, la B.B.C. aujourd'hui considérée comme la meilleure télévision du monde, ne diffuse pas de publicité. Elle est financée par l'argent public. Ce qui n'empêche pas le marché anglais de la publicité de dépasser le niveau du marché français.

La qualité doit devenir le moteur de la compétition, et **la satisfaction du public l'objectif.** Les instruments pour la mesurer existent. Il faut s'en servir.

Ce qui est décisif, c'est la prise de conscience de chacun de nous. Elle se manifeste, elle grandit. La jeunesse directement concernée vient de mettre à son propos « Les pieds dans le PAF »...

Le pouvoir politique devra tenir compte de ce faisceau de signes. A lui de dire s'il veut réellement un service public de la télévision différent de ce qu'il est aujourd'hui. A lui de faire passer dans la réalité cette volonté. A nous de le vouloir.

La télévision publique joue sans doute sa dernière carte. L'importance de l'enjeu ne peut se satisfaire de demi-mesures qui seraient retenues par manque d'audace ou abus de technocratisme. Elles feraient perdre le bénéfice culturel recherché et finalement ruineraient les espoirs qu'aurait apporté un choix clair, cohérent et ambitieux.

Dans ce pays, des hommes et des femmes attendent, capables de créer, de divertir, de tisser des liens en inventant un « art nouveau » dont les contraintes ne seraient plus celles de l'argent ni bien sûr celles du pouvoir.

Les solutions existent. On peut les choisir. Des images nouvelles s'imposeront alors sur les écrans de la télévision publique pour le meilleur et non plus pour le pire.

(*) : réalisateur. Ce texte émane d'une réflexion commune à Pierre BOURDIEU, Ange CASTA, Max GALLO, Maitre Jean MARTIN, Claude MARTI, Christian PIERRET. Ce texte est actuellement signé par plusieurs dizaines de personnalités du monde des arts, des lettres, du spectacle et de l'audiovisuel. Parmi elles : Igor BARRERE, membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel ; Jean-Michel BELORGEY, député, Président de la Commission des Affaires sociales à l'Assemblée nationale ; Pierre BOULEZ, compositeur, Professeur au Collège de France ; Régis DEBRAY, écrivain, philosophe ; Jean-Marie DROT, réalisateur, Directeur de la Villa Médicis ; Suzanne FLON, comédienne ; François GROS, Professeur au Collège de France ; Gisèle HALIMI, avocat ; Yves JOUFFA, Président de la Ligue des droits de l'homme ; Daniel KARLIN, réalisateur, ancien membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle ; Jean-Marie LEHN, Prix Nobel ; MANESSIER, artiste-peintre ; François MASPERO, éditeur ; André MIQUEL, Professeur au collège de France ; Pierre MOINOT de l'Académie Française ; Jean-Claude PECKER, Professeur au Collège de France ; Gilles PERRAULT, écrivain, journaliste ; Dominique SANDA, comédienne

Confédération des Jurés

LE MODELE ANGLAIS

La B.B.C. a su préserver ses missions de service public, la qualité de ses programmes et l'indépendance de son financement grâce à la redevance (600 Frs. par mois environ) et aux activités commerciales de sa filiale B.B.C. ENTERPRISE.

Elle ne diffuse pas de publicité.

Elle gère deux canaux : B.B.C. 1, chaîne généraliste grand public
B.B.C. 2, chaîne à coloration plus culturelle.

Les anglais considèrent que la B.B.C. appartient à la nation : « It's your B.B.C. »...

En face, création dès 1954 d'un réseau commercial entièrement financé par la publicité, INDEPENDANT TELEVISION (I.T.V.).

La réussite de la B.B.C. est reconnue internationalement. En 1987, elle a reçu 160 prix et médailles dans les compétitions internationales. Aucune chaîne française n'a été distinguée dans le même temps.

B.B.C. 1 - B.B.C. 2	totalisent 48 % de l'écoute
I.T.V.	totalisent 42 % de l'écoute
CHANNEL FOUR	totalisent 8 % de l'écoute.

La compétition s'effectue sur le taux d'écoute mais également sur l'indice de satisfaction mesuré chaque soir contradictoirement par le BROADCASTING DEPARTEMENT RESEARCH de la B.B.C. et le BROADCASTER'S AUDIENCE RESEARCH (B.A.R.B.) indépendant.

I.T.V. a dû tenir compte du leadership de la B.B.C. et de la qualité de ses programmes. Elle a créé CHANNEL FOUR, chaîne « haut de gamme », financée indirectement par la publicité, pour tenter de la concurrencer.

Depuis quelques temps, le gouvernement de Mme THATCHER, dans la logique de ses principes d'économie libérale et pour imposer ses vues, tente d'entamer la citadelle B.B.C. Elle prend le risque de heurter l'opinion publique et de dresser contre elle le monde de la création et les professionnels de la télévision. La bataille ne fait que commencer.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LE REFUS DE L'INSTRUMENTALISATION DE LA CULTURE

par Guy SAEZ (*)

J'ai trouvé très intéressante l'initiative de Max GALLO d'inviter à cette table un étranger et un provincial.

Je dis cela parce que, quand on réfléchit au rôle de l'Etat aujourd'hui, en matière de culture, on s'aperçoit que cet Etat est de moins en moins seul; il n'a plus de monopole. Il y a effectivement d'un côté les problèmes internationaux qui sont très largement des problèmes de marché, et il y a de l'autre côté les problèmes du local. Et le local, les villes, sont devenues depuis une quinzaine, une vingtaine d'années, de véritables foyers culturels que l'on a tendance, lorsqu'on est à Paris, à oublier, peut-être, ou que l'on découvre lorsqu'on va dans des festivals, à Avignon ou ailleurs.

Premièrement, l'Etat doit travailler avec le réseau international : le réseau international, cela veut dire qu'il y a des normes esthétiques internationales, il y a un théâtre, une danse internationale,et là, la tradition française du théâtre et de la danse a certainement une place, mais de plus en plus, les acteurs, les metteurs en scène français, travaillent comme des metteurs en scène, des acteurs étrangers, internationaux.. De plus en plus d'ailleurs, on voit des pièces de théâtre sans langage, ou avec un langage arbitraire. Donc il y a la pénétration de quelque chose qu'on pourrait appeler une culture international dans notre pays même.

Il y a une adéquation entre culture internationale et culture de marché. Il ne faut pas oublier que ces acteurs culturels, ces artistes, ont un prix : vous avez tous en mémoire évidemment, c'est dans l'actualité récente, le prix payé pour un grand chef d'orchestre. Alors Chicago est peut-être plus riche que Paris ! Mais voilà comment les choses se font, et là l'Etat doit assumer ses responsabilités, sans qu'on sache trop comment !

Quelle a été la réponse persistante de la France, de l'Etat français, face à cette concurrence internationale ? Cela a été de renforcer le rôle culturel de Paris. Pour moi c'est une erreur historique, une erreur historique répétée depuis une vingtaine d'années. Renforcer le rôle culturel de Paris dans la lutte, dans la concurrence sur les arts plastiques : Beaubourg ; renforcer le rôle de Paris comme capitale attractive : les grands chantiers.

Et les villes, les villes de province ? le désert culturel continue, plus ou moins. Il est vrai que la part des crédits, Jacques Renard confirmera ou au contraire infirmera mes chiffres, que le Ministère de la Culture réserve à la province est maintenant d'un peu plus de 60 % - c'est à dire que 40 % restent parisiens , alors que les proportions étaient inversées il n'y a pas si longtemps.

Donc je crois que c'est une tâche de l'Etat que de prendre quand même en charge la question de l'évolution culturelle que sont en train de vivre les villes. Et puisque je suis le Président d'une maison de la Culture et que les maisons de la Culture ont eu ce dessein que Malraux leur avait assigné, de rapprocher le public des grandes oeuvres, et bien il faut le dire,et à Paris, il faut dire que ces entreprises ont besoin d'argent. Et elles ont besoin de davantage d'argent qu'on ne leur en donne, compte tenu des rigueurs de l'austérité budgétaire que chacun connaît et de cet équilibre nécessaire à la création entre financement locaux et nationaux.

Troisième problème, concernant l'Etat : cet Etat est trop émietté dans sa politique culturelle elle-même. On a tous entendu cette phrase : « si les gens ne vont pas au théâtre, s'ils ne vont pas dans les musées, c'est parce qu'en fait l'école n'a pas fait son travail ». « C'est l'école qui est responsable de la non-fréquentation des salles de spectacle. » Bien sûr, l'école a une part de responsabilité, l'école a une politique culturelle elle aussi, mais le Ministère des Affaires étrangères aussi, le Ministère de la Jeunesse et des Sports aussi, la plupart des Ministères ont finalement une responsabilité culturelle y compris le Ministère des Armées, qui est l'un de ceux qui travaille le mieux dans le 1 % qui a été cité tout à l'heure, 1 % qui consiste à donner aux artistes la possibilité de construire une oeuvre d'art sur un bâtiment ou dans un bâtiment. On le voit, il y a une fragmentation des responsabilités en matière de politique culturelle, cela conduit à un émiettement de l'action de l'Etat sans un véritable projet global, orienté, même si ce projet ensuite, est administré par des agences ou des services différents.

Je crois que ces trois problèmes : internationalisation, localisation et émiettement de l'Etat font, qu'à mon avis, l'Etat est dans une situation difficile du point de vue de sa politique culturelle. Et en parlant de la province, je disais que l'Etat était peut-être

(*) chargé de recherches au C.N.R.S., Président de la Maison de la Culture de Grenoble.

un peu injuste envers la Nation, c'est-à-dire qu'il ignorait les 4/5 de la nation - on y reviendra dans le débat, bien sûr - qu'il négligeait peut-être un peu trop les 4/5 de la nation et donc qu'il est injuste envers la nation.

Mais je crains également qu'il soit un peu injuste envers la démocratie. Je m'explique : il y a une vingtaine d'années, nous partagions en France, de la droite modérée à la gauche extrême, l'idée que la culture avait ce rôle que Régis Debray a très bien décrit, qui est d'ailleurs une tradition républicaine, de construction d'un citoyen, et qu'elle devait servir à ce projet. Donc la culture était un projet et Malraux a créé son Ministère dans ce but. Ensuite, il y a eu à partir de 1981 une autre idéologie, un autre fondement, une autre référence qui était d'ailleurs traditionaliste celle-ci .

La référence du début des années 80 c'était essentiellement donner le pouvoir aux créateurs. Les créateurs se sont dit qu'après tout l'important c'était qu'ils créent, ce qui est juste, indépendamment des conditions sociales de cette création, ce qui est plus discutable. Ainsi la théorie de l'art pour l'art a été celle qui a été la mieux en cour dans ces années, le début des années 80.

Bien sûr je dis que c'est une option traditionaliste ; c'était une option traditionaliste au XIX Siècle, mais vous savez comme les valeurs s'inversent avec le temps. Je crois qu'aujourd'hui la vision que l'on a de la culture est tout à fait utilitariste. On nous dit, et Lothar BAIER l'a dit pour l'Allemagne, ce n'est donc pas un phénomène uniquement français ; on nous dit « il faut que chacun paie pour la culture, y compris les pauvres, y compris ceux qui ne vont jamais au musée ou à l'Opéra, il faut qu'ils paient pour la culture, car plus ils paieront pour la culture, plus on pourra grâce à la culture leur fournir des emplois, dans d'autres secteurs que la Culture ».

Cet utilitarisme, cette instrumentalisation de la culture est pour moi quelque chose de tout à fait insupportable et de tout à fait ubuesque.. Et je crois que nous devons nous élever contre cette instrumentalisation car dans cette instrumentalisation chacun perd un peu son âme.

Je pense que les artistes perdent un peu leur âme dans cette instrumentalisation. Pourquoi ? Parce qu'on leur demande souvent aujourd'hui de faire image, ou de servir l'image : servir l'image d'un homme politique, servir l'image d'un nobliau local ou d'un monarque élu, peu importe, mais du prince. Le prince peut d'ailleurs être aussi un grand entrepreneur.

Je crois que cette perversion du rôle de l'artiste est tout à fait dommageable, car dans cette perversion, la responsabilité sociale de l'artiste est complètement oubliée. Il y a donc à mon avis un problème de démocratie, un problème de conscience sociale de l'artiste devant son public. Et il y a également peut être aussi un problème démocratique dans la conception qu'ont nos hommes politiques dans leurs rapports avec les artistes. On entend dire souvent, et dans toutes les enceintes, y compris dans des enceintes comme celle-ci : « après tout ne mêlons pas la politique ou la démocratie ou les problèmes de représentation à l'art, le prince a toujours été seul vis-à-vis de l'artiste ». C'est ce que l'on nous dit.

Il me semble, alors que nous sommes en train de fêter le Bicentenaire, et que peut-être les derniers des privilégiés sont effectivement les artistes, je me demande si la Révolution dont on dit qu'elle est achevée,

n'a pas encore quelques progrès à faire, car je ne vois pas au nom de quoi les artistes s'exonéreraient de leurs devoirs envers la société qui finalement les subventionne, les finance, car c'est à travers les impôts que ceci se fait. Imaginons un peut que les « laissés pour compte » de la culture refusent de payer leur impôt culturel : ce sont les artistes qui en souffriraient les premiers

Alors voilà si vous le voulez, l'état de mes réflexions concernant le rapport entre l'Etat d'un côté, et la culture de l'autre.

Je crois, ce sera ma conclusion, que le rôle que l'Etat doit avoir aujourd'hui est d'essayer de retrouver un sens à ce qui pourrait être une politique de démocratisation. Par là on mettra les artistes devant leur responsabilité sociale. Comprenons-nous bien, il ne s'agit pas d'appeler un « art social » mais d'en finir avec l'isolement, l'art pour l'art.

On entend toujours dire qu'il y a une culture pour l'élite, mais qu'à côté de cela l'Etat fait des choses pour les exclus. Certes, il y a une politique pour les exclus., « une ambition ». Mais entre les exclus qui représentent 5 à 10 % de la population, et l'élite qui représente 5 % de la population, il y a un immense public.

Ce public dont on ne veut pas reconnaître et développer les pratiques culturelles, il est livré pieds et poings liés aux media dont on parlait tout à l'heure, et bien sûr il est un champ rêvé pour ces media, une mine d'or, un gisement fabuleux, car ce public il n'attend qu'une chose, c'est qu'on le conforte dans ses travers, sa médiocrité, - j'emploie ces termes évidemment à dessein, - et il est tout à fait heureux de se retrouver, identique à lui-même face à un miroir qui lui est tendu, sans le dépassement propre à l'art.

Tout ceci nous renvoie de l'homme et de ce que peut faire une politique culturelle incontrôlée, une image tout à fait fâcheuse.

UNE CERTAINE IDEE DE LA FRANCE ET DE LA SOCIETE

par Jacques RENARD (*)

Quand on m'a invité à ce débat, je me suis un instant rappelé qu'il y a quelques années, quatre-cinq ans, il y avait eu également d'autres débats sur ce sujet-là : l'Etat et la Culture. Et en quatre-cinq ans pas plus, je m'aperçois qu'au fond, la nature du problème posé a sensiblement changé. Rappelez-vous un instant, il y a trois ou quatre ans, quand on parlait du débat Etat et Culture c'était pour dire que l'Etat intervenait trop dans la culture, que l'Etat était dirigiste, que l'Etat était interventionniste.

Bien entendu c'était un débat largement politicien -d'ailleurs à mon avis d'assez mauvaise qualité-; mais enfin, le débat était là. Et trois ou quatre ans plus tard, on se retrouve aujourd'hui avec ce même sujet, et finalement présenté d'une manière totalement différente. On voit bien d'ailleurs, en écoutant les orateurs et les questions, qu'en définitive, le débat a changé de sens et qu'on nous dit »au fond, peut-être que l'Etat n'intervient pas assez dans la culture ou pas assez bien« .

C'est intéressant, et pourquoi ? Parce qu'en effet, il y a deux grands dangers qui menacent la culture : l'argent et l'image. Et à ce titre-là, je suis d'accord avec ce que dit Régis Debray, et d'ailleurs la plupart des intervenants. Ce sont en effet deux grandes menaces qui pèsent sur la culture en tant qu'espace d'interrogation critique, en tant que lieu d'élaboration de libertés collectives et individuelles.

Ceci étant, je voudrais nuancer les propos des précédents orateurs relatifs aux rapports entre culture et économie, même si je sais qu'il n'est pas toujours, en très peu de temps, très facile de développer ce sujet-là. Certes, d'un côté, il faut affirmer très clairement que la culture ne peut pas être liée à l'impératif de rentabilité financière ; d'un autre côté, il est clair aussi qu'on ne peut pas totalement exclure la culture du contexte économique.

Vous savez c'est un petit peu l'histoire de Lagardère. Si tu ne viens pas à Lagardère, Lagardère ira à toi ! Si tu ne t'occupes pas de politique, la politique s'occupera de toi ! Et dans le domaine culturel je puis vous assurer une chose : si on ne s'occupe pas d'économie, l'économie s'occupe de vous.

Et c'est le sens de l'action que le Gouvernement et Jack Lang, le Ministre chargé de la Culture, ont conduite : faire en sorte que nous nous occupions de la culture pour éviter que la culture s'occupe de nous.

Et cela est très important. Cela a entraîné un certain nombre de conséquences. Nous avons mené une politique de réconciliation de la culture et de l'économie à travers un certain nombre de mesures que nous avons prises tout en évitant évidemment d'être soumis aux lois du marché. Faute de quoi, il n'y a plus d'indépendance de création et plus d'autonomie des équipes artistiques.

Trois exemples : qu'est-ce que la loi sur le prix unique du livre si ce n'est une tentative de lutter contre la loi du marché ? Qu'est-ce que la loi sur les droits voisins et les droits d'auteur de 1985 - loi très importante - si ce n'est une tentative de lutter contre les lois du marché ? Qu'est-ce que la taxe qui a été instaurée en 1985 par Laurent Fabius et Jack Lang qui fait que les recettes automatiques de la télévision vont au cinéma si ce n'est une tentative de faire prévaloir la logique de la création sur la logique de la diffusion ?

Mais il est vrai que l'esprit du temps se concrétise un peu par la perte de la hiérarchie des valeurs, par une certaine difficulté à recomposer le champ idéologique puisque la gauche elle-même, sur un plan général et par-delà le seul champ culturel, s'est réconciliée avec le marché, avec la logique de l'entreprise, tout en essayant de préserver ses propres valeurs. Il en résulte une certaine confusion dans l'esprit des créateurs, des équipes artistiques ou même encore des citoyens que nous sommes vous et moi.

Et c'est pourquoi je crois que nous sommes à un moment où il faut, de manière nouvelle, fixer le cap et essayer de dire un certain nombre de choses pour contribuer à recomposer le système des valeurs, même si, bien entendu, ce n'est pas le Ministère de la Culture qui doit décider de l'idéologie qui doit régner en France. Ce n'est pas du tout de cela dont il s'agit.

Alors je serais tenté de dire aujourd'hui : « qu'est-ce qui est important dans le domaine culturel ? ». Ce qui est important dans le domaine culturel et dans le domaine audiovisuel, c'est de restaurer la notion de service public.

(*) Directeur-adjoint du Cabinet de Jack LANG

Il y a une essentielle modernité de la notion de service public et il nous appartient de le prouver.

Pour aller plus loin encore, aujourd'hui, depuis que la gauche est revenue aux affaires après cet intermède de deux ans, il convient de se poser cette question : qu'est-ce qui est à présent discriminant, en termes de politique culturelle, entre la gauche et la droite ? C'est une autre manière de poser la question : « le service public, pour quoi faire ? ».

Je dirais, si je veux résumer, qu'il y a deux grandes pistes, deux grandes orientations. Il y a une certaine idée de la France et il y a une certaine idée de la société.

Une certaine idée de la France -serais-je pompeux en disant cela ? Je ne le crois pas-, cela veut dire que nous refusons totalement la normalisation planétaire, que nous refusons totalement la déferlante anglo-saxonne des images. Nous refusons qu' en effet il y ait une logique internationale qui s'impose en France et que les équipes de création qui sont garantes du pluralisme d'expression dans la culture française soient reniées à travers ce qui est tout simplement la grande logique de diffusion qui s'instaure petit à petit au niveau international, qu'il s'agisse de l'audiovisuel, qu'il s'agisse aussi des arts plastiques (considérez un instant ce qu'est la loi du marché au niveau international dans les arts plastiques !) ou qu'il s'agisse même du spectacle vivant.

Je crois que dans tous les domaines, il faut affirmer clairement que nous avons un certaine idée de la France qui est celle de l'indépendance nationale. Mais la droite pourrait dire la même chose. Oui, en effet, elle peut le dire mais elle ne peut pas le faire, parce qu'elle n'a pas les moyens de cette ambition -si jamais elle affichait cette ambition-, parce que, pour réaliser cet objectif, il faut d'une certaine manière s'opposer justement à un certain nombre de grands intérêts, s'opposer à la logique du marché et je crois que la pente naturelle de la droite, qui est celle du laisser-faire, qui est celle de l'idéologie libérale, est fondamentalement incompatible aujourd'hui avec une logique de préservation de l'indépendance nationale.

C'est la raison aussi pour laquelle il faut avoir une politique économique de la culture. Il ne sert à rien de parler d'indépendance nationale s'il n'y a pas une politique des industries culturelles, s'il n'y a pas une politique économique qui essaie de rétablir des équilibres par rapport à la pression du marché.

Deuxième grande piste : une certaine idée de la société.

Sur ce point, je crois que nous devons affirmer très clairement qu'il y a une grande ambition sociale à faire prévaloir dans le domaine culturel. Il y a une politique de réduction des inégalités dans le domaine culturel, et il faut le dire sans aucun complexe. Ce qui signifie un certain nombre de conséquences qui fait que je rejoins, avec une petite nuance , ce qu'a dit Guy SAEZ tout à l'heure ; je crois en effet que l'artiste a des responsabilités esthétiques mais qu'il a aussi des responsabilités sociales. Cela est tout à fait clair.

Et cela veut dire aussi que les institutions de ce pays, puisque cela a été abordé à travers les exemples des Maisons de la Culture, doivent trouver ou retrouver davantage le chemin d'une implication sociale par rapport à l'acte de création artistique. Une petite nuance parce que je crois cependant que s'il faut éviter d'instrumentaliser l'art par rapport à l'économique, il faut aussi éviter d'instrumentaliser l'art par rapport au social. Mais ceci étant, je maintiens et j'affirme , sans aucun complexe vis-à-vis des créateurs, que ceux-ci ont des responsabilités sociales.

Sur ce plan, on voit bien qu'il y a un immense enjeu, par rapport à cette ambition sociale de la culture, qui est de réduction contre les inégalités, qui est de lutte contre les exclusions sociales dans le domaine culturel, qui est tout simplement d'avoir une politique culturelle de la ville car les difficultés que nous connaissons sur ce plan sont des difficultés fondamentalement d'ordre culturel. Cet enjeu est de créer une véritable civilisation urbaine.

Je crois que ce sont là les deux grandes pistes : une certaine idée de la France, et une certaine idée de la société.

Peut-être un dernier mot et j'en aurai terminé : tout en disant cela je sais combien l'Etat -que ce soit le pouvoir national ou même les pouvoirs publics locaux ou régionaux et parce que j'ai compris le débat comme étant « les pouvoirs publics dans leur ensemble par rapport à la culture »-, doit rester modeste.

En effet, un grand chantier de réformes, peut-être moins intellectuel, moins théorique, moins satisfaisant au niveau du débat que ce qui a pu être dit, doit aussi s'ouvrir. Ce qui consiste à concilier les attentes concrètes, quotidiennes des gens, avec les systèmes de régulation et de gestion qui ont été mis en place. Et l'on sait combien, malgré les efforts d'écoute que les uns et les autres peuvent avoir, le décalage peut être grand entre le système administratif et la réalité quotidienne du vécu des gens.

C'est pourquoi l'Etat doit rester modeste. Il doit être ambitieux mais il ne doit jamais oublier le malaise des citoyens, confrontés trop souvent à des procédures lourdes, à des normes peu compréhensibles. Ceci vaut dans le culturel comme ailleurs.

DEUXIEME PARTIE

LA CULTURE DANS LA VILLE

Colloque de Montpellier - 28 et 29 janvier 1989

Coll. Fondation Jean Jaurès

L'AMBITION SOCIALE DE LA CULTURE

par René RIZZARDO (*)

Le colloque de Montpellier nous apporte une consolidation idéologique à travers des points de vue engagés et diversifiés. Il légitime une vision culturelle globale d'une politique de la ville et met en évidence un certain nombre d'enjeux qui sont résumés ici en respectant l'approche spécifique des intervenants.

Une remarque préalable s'impose, c'est l'intérêt qu'il y a à territorialiser le débat sur la culture, comme le propose ce colloque et d'autres.

Au cours de rencontres qui ont eu lieu à Givors, une approche similaire bien que sectorielle était faite autour du thème « art contemporain et espace urbain ». Cette approche territoriale oblige à réfléchir sur les fonctions diverses de la culture et à placer les citoyens au centre du débat. La ville apparaît bien au centre des grandes mutations culturelles, des enjeux européens, des nouvelles solidarités : nouvelles car le débat sur les associations a montré qu'elles doivent sans cesse renouveler leurs démarches.

Gérard SAUMADE a souligné ce propos en rappelant que les usagers du milieu rural avaient aujourd'hui les mêmes exigences culturelles que ceux du milieu urbain car l'agriculture est de plus en plus une activité de production avant d'être un mode de vie.

Cette approche territoriale permet par exemple de mieux situer le débat sur la promotion des enseignements artistiques (responsabilités des villes, des départements, des régions, de l'Etat) et se concrétise, il faut le souligner, depuis 1982, par la démarche de développement social des quartiers et de la commission du même nom qui illustre largement la formule proposée par François GEINDRE, son ancien Président : « Donner une ambition sociale à la culture ».

Sur le terrain des institutions culturelles, le débat « action culturelle et création », qui a rebondit dans notre colloque et qui a fait l'objet en 1982 des travaux de la « Commission Puaux », n'a pas été à l'époque assez ouvert sur la ville car trop de questions internes aux établissements d'action culturelle ont prédominé.

1 - Premier enjeu majeur, les débats ont bien montré (démontré) que **la culture est un élément central de la citoyenneté urbaine.**

Nous retrouvons là le thème central des rencontres d'Avignon 87 avec les interventions de Max GALLO et d'Alain FINKIELKRAUT.

L'objectif des socialistes, c'est un citoyen éclairé, exigeant, bien informé, participant aux débats sur la ville et sur la culture pour une démocratie vivante et dérangeante.

Mais les obstacles sont considérables :

• *L'égalité urbaine,* a dit Roland CASTRO, *« exige des mesures inégalitaires* et globales, sans concession. Il faut mettre l'argent d'abord là où ça va mal ». Or, il y a une contradiction entre cette exigence et l'inertie de la gestion locale ou la pression de « la clientèle » qui conduit à répartir les moyens.

(*) Conseiller municipal de Grenoble.

• *Les nouveaux modes de communication,* la médiatisation, la télévision, ne sont pas des alliés dans ce combat pour l'égalité urbaine.

Au nom de l'artiste médiatique (il n'en est pas responsable), au nom de la modernité, on a fustigé le « ringardisme » des associations. Au nom de la critique du « tout animation » et du socioculturel, on a relégué l'action culturelle. Or aujourd'hui, on cherche à redonner un sens à la vie associative, dont Guy SAEZ nous a rappelé qu'elle était en expansion ; on réaffirme le rôle de l'action culturelle et des publics, on appelle de « nouveaux Jean Vilar ».

Quant aux réseaux de communication audiovisuelle, leur rôle est critiqué parce qu'ils vont peu au fonds des réalités urbaines et, si Yves DAUGE et François GEINDRE appellent de leurs voeux le développement des réseaux câblés dans tous les quartiers, c'est sur une logique nouvelle encore peu expérimentée.

• Ces facteurs évoqués précédemment auxquels s'ajoute *l'industrialisation culturelle* accentuent l'inégalité urbaine et génèrent, dira Bernard FAIVRE D'ARCIER, une « culture moyenne » de consommation et une démocratie « consumériste ».

Et Jean-Pierre VINCENT rappelle à ce sujet que « l'art ne peut être qu'artisanal » et qu'on ne peut lui appliquer les critères de rentabilité classiques et le soumettre aux lois du libéralisme. Cette vision « industrielle de la culture » (un produit d'appel !) conduit également à de nouvelles perversions : Joël BATTEUX, maire de Saint-Nazaire, ville de tradition ouvrière, s'indigne de ce que « des ingénieurs culturels » lui aient expliqué que « sa ville n'avait pas de culture » et devait donc se doter d'une image. Mal utilisée, la compétence des ingénieurs culturels, pourtant indispensable aujourd'hui, peut conduire au projet culturel « importé », « clé en main », en dehors des réalités urbaines et du tissu social et culturel d'une ville.

Et si les industries culturelles jouent un rôle-clé pour la diffusion culturelle à travers des livres, des disques, des cassettes, elles ne sauraient tenir lieu, sauf pour les libéraux acharnés, de politique culturelle.

La culture à deux vitesses, « l'industrielle » pour la masse, l'artistique pour les élites, est bien une réalité à laquelle les élus socialistes, les acteurs culturels, les militants, doivent sans cesse opposer un projet culturel affirmé.

• Enfin, *la logique propre des institutions culturelles* a été soulignée comme une limite à leur insertion dans la ville. Leur nécessaire professionnalisation ne règle pas la question du rapport aux publics, pour le spectacle vivant notamment. Une nécessité a été affirmée, celle de trouver des alliances avec les partenaires sociaux et de ré-inventer le dialogue avec les espaces urbains-clés, avec l'école surtout qui doit devenir un espace culturel central.

Michel MORINEAU a montré, à travers l'expérience de la Ligue de l'enseignement, le sens de ces réseaux d'alliance entre création artistique et secteur associatif. Des élus ont témoigné du rôle que doivent jouer les municipalités pour créer les passerelles entre institutions professionnelles et espaces urbains, mais ont aussi affirmé, comme Martial GABILLARD, qu'il fallait le faire dans la clarté, en respectant la fonction de chacun et il a appelé à une clarification du rôle des collectivités locales à l'égard de l'école et des fonctions premières du Ministère de l'Education nationale.

Roger TROPEANO a souligné la place moyenne du cinéma et des lieux cinématographiques dans la reconquête des publics et le nécessaire engagement des élus dans ce secteur qui vient de bénéficier de moyens nouveaux et conséquents du Ministère de la Culture et dont Jacques RENARD a rappelé l'enjeu et l'importance.

Jean-François GODCHAU a également souligné la nécessité de stratégies locales pour redonner aux institutions d'enseignements artistiques leur rôle dans cette problématique de « l'égalité urbaine ».

Yves DAUGE a re-situé la fonction première des institutions culturelles en rappelant que la ville n'est pas seulement un lieu de production mais qu'elle est aussi un lieu de *circulation des désirs ;* il a lancé un appel aux projets en affirmant la liaison indissociable entre « institution-désir-projet ».

Mais la ville est aussi le lieu de contradiction : les artistes n'ont pas toujours envie de jouer le jeu car ils protègent leurs désirs, devait rappeler Bernard FAIVRE D'ARCIER.

Dans un autre domaine, les jeunes ont des désirs qui ne s'accommodent pas des modes de gestion traditionnels de l'espace. Jean HURSTEL appelle de son côté, dans ses écrits et dans son expérience, les élus à respecter ces désirs à travers des lieux, des projets, des contrats.

2 - L'autre enjeu largement souligné concerne **la place des artistes dans la ville.**

Enjeu d'autant plus exigeant qu'il appelle une réflexion renouvelée qui concerne les artistes eux-mêmes, les pouvoirs publics et les usagers.

Protéger leurs désirs et se saisir de leur vision urbaine, de leur générosité, de leur fonction critique pour introduire l'imaginaire et donner une lecture sociale et esthétique de la ville : voilà un des paris à gagner. C'est ce que font Saint-Nazaire et son maire, Joël BATTEUX, en invitant des artistes étrangers à témoigner de ce que sont cette ville et ses habitants.

Les artistes impriment leur marque ; « ils font la différence » car toutes les villes se ressemblent, dira Jean-Pierre VINCENT, qui, à propos de Strasbourg et du Théâtre national, affirme que les artistes « ont fait violence à cette ville » d'où, au fil des ans, ont émergé des citoyens plus exigeants à l'égard de la création.

Mais y a t'il assez de « saltimbanques » aujourd'hui, demande Daniel BEDOS, pour faire violence aux villes ? En effet, n'y a t'il pas surtout des entreprises culturelles et des gestionnaires, le nombre des comédiens, des musiciens, étant en régression ? Le coût de la technique et des frais de gestion prennent partout le pas sur les moyens de création. « L'artiste dans la ville : homme-lige ou homme libre ? », s'est demandé Patrick GUINAND. A-t-il toujours sa fonction d'impertinence ? Bonne question rendue encore plus floue par la médiatisation qui préfère souvent « l'artiste étendard » à l'artiste impertinent dérangeant.

Dans un colloque précédent, Mario BOTTA affirme : « la qualité d'une oeuvre se mesure à sa capacité de changer les équilibres , de mettre en cause l'ordre établi ».

Cet artiste là n'est pas celui du « consensus mou ». L'artiste est-il fait d'abord pour attirer les cadres d'entreprises performantes ou pour interroger, interpeller, par son esthétisme ou par sa démarche ? Bien sûr, il peut aussi être les deux mais, si les élus inversent les critères de choix, implicitement ou explicitement, ils enferment les artistes dans la fonction de divertissement tant prisée à la télévision.

La formule de Roland CASTRO, « la ville : lieu d'échanges et de secret », résume sans doute pour l'artiste comme pour le citoyen ce qu'est la ville idéale.

Ainsi, lorsque Jean-Pierre VINCENT dira « qu'à Paris, les artistes sont en situation dangereuse et impunie », il rappelle que l'artiste est lié à son environnement, qu'il a besoin de s'y insérer, « d'être un acteur de sa ville » (comme l'exprimait Georges LAVAUDANT à Grenoble), avec des règles du jeu (pas d'impunité) que Patrick GUINAND souhaite « concertées et négociées ».

Cette concertation devient urgente, à la fois pour rétablir à l'artiste les conditions les meilleures de son travail et pour mieux s'insérer dans son environnement à travers de nouvelles relations avec les publics, et aussi pour contribuer à « l'ambition sociale de la culture », selon la formule de François GEINDRE reprise à son compte par Jacques RENARD.

Ce dernier a insisté sur le nécessaire équilibre entre la réconciliation de l'économie et de la culture, et le retour aux exigences du rapport de la création et de l'action culturelle aux publics. Il a rappelé que, si le Ministère de la culture avait d'abord une responsabilité première de soutien à la création, il inscrivait dans ses priorités les nécessaires stratégies d'insertion des créateurs dans la population, de leur contribution à l'imaginaire urbain et à la démocratie culturelle.

La réconciliation de l'économie et de la culture impulsée en 1982 ne doit pas se faire, a-t-il rappelé, au détriment de l'élargissement des publics et la bonne gestion des entreprises culturelles n'est pas incompatible avec cette exigence ni celle d'une démocratie culturelle renouvelée.

La réflexion sur la vie associative doit être actualisée. Et Jacques RENARD a rappelé, à ceux qui regrettaient qu'en 1982 le Ministère de la culture n'y ait pas intégré « l'éducation populaire et l'action socioculturelle », que son Ministère n'était pas directement en cause, ces secteurs relevant d'un autre département ministériel.

On ne peut constater sur ce point que la réflexion horizontale du Gouvernement, après cette question essentielle du débat sur la ville, laissant d'une certaine manière les associations en situation flottante. Il est vrai que beaucoup considèrent aujourd'hui que les interlocuteurs des associations sont les élus. C'est oublier que le soutien à l'innovation culturelle n'est pas seulement une fonction locale. La Direction du Développement culturel a su d'ailleurs jouer ce rôle, à travers le soutien à des projets associatifs très nombreux, dans les quartiers, les entreprises, les lieux sensibles.

3 - Réaffirmer le rôle des politiques culturelles, telle est la conclusion première des débats de Montpellier.

Roland CASTRO et Yves DAUGE ont parlé à juste titre de volontarisme pour évoquer la lutte par la culture contre les inégalités urbaines.

Cette **volonté** doit **s'affirmer d'abord** pour **créer les conditions et dégager les moyens** de l'initiative des acteurs culturels et de « la circulation des désirs » ainsi que pour redonner son sens à la démocratie culturelle, c'est-à-dire à la participation des publics et des groupes sociaux ou ethniques.

Mais il appartient aux élus de tracer le cadre, de fixer -beaucoup d'intervenants ont insisté sur ce point- les objectifs de la transformation de l'espace urbain. Volontarisme aussi des mesures inégalitaires et pour trouver les voies d'une « pédagogie de la ville ». Ce terme parfois redouté ne fait plus peur car, des artistes l'ont rappelé, la formation et la connaissance sont indispensables à la compréhension de l'espace social et culturel urbain (débat d'Avignon 87).

L'école, les formations artistiques, la fonction culturelle de la communication audiovisuelle, sont les enjeux premiers et appellent des politiques culturelles novatrices. Ces trois domaines sont chargés à la fois des plus grandes insatisfactions et des plus grands espoirs.

Mais les lois de l'habitude ou de marché sont tenaces et la volonté des politiques est hésitante. La ville peut-elle être le lieu de nouvelles politiques

« d'intégration culturelle » de ces « trois enjeux-clés », alors même que les pouvoirs de décision les concernant sont en grande partie ailleurs ?

C'est un des défis majeurs à relever. Mais les villes ne peuvent relever ces défis là, et d'autres, à elles seules.

La nécessité d'un Etat actif et généreux a été largement démontrée ; un Etat volontariste lorsqu'il le faut mais respectueux de l'initiative des acteurs culturels et artistiques et des identités locales.

Les villes attendent de l'Etat qu'il remplisse pleinement et sans esprit de tutelle, deux fonctions premières :

- ses grandes missions nationales, le soutien à la création, la préservation du patrimoine et sa mise en valeur, la formation, la solidarité territoriale et l'égalité des chances dans l'accès à la culture, les relations internationales ;
- sa fonction d'accompagnement des politiques territoriales, à travers le soutien aux initiatives des collectivités locales lorsqu'elles ne peuvent les assumer seules et la programmation de grands projets nationaux en région.

La complémentarité de ces deux fonctions est renforcée par la décentralisation, oeuvre majeure de la gauche « révolution tranquille » pour l'action culturelle comme pour d'autres secteurs. Elle appelle une coopération renforcée mais aussi simplifiée, sélective entre les élus et l'Etat. Ce dernier doit encore souvent « susciter » car il y a inégalité des initiatives et des talents sur le territoire.

Cette coopération est porteuse également de l'enjeu européen : **l'espace culturel européen,** a rappelé Georges FRECHE avec fermeté et conviction, est **d'abord un réseau de villes** avec leurs différences, leurs identités sociales, économiques, esthétiques.

Ce sont aussi des villes en compétition pour de nouvelles conquêtes économiques. L'artistique, a-t-il rappelé, est dans l'histoire même des villes, de leur constitution, de leur autonomie et de leur démocratie ; il est aujourd'hui source de leur créativité, de leur ouverture sociale.

Demain, la région devra prendre le relais avec ses fonctions propres. De nouveaux systèmes de coopération transfrontalière devront se développer, en fonction des affinités, même s'il y a déséquilibres des régions en Europe. Les régions et les villes françaises devront coopérer entre elles avec souplesse pour pouvoir coopérer avec les autres.

Il a été rappelé aussi que la coopération des collectivités publiques, richesse originale du système français, doit être au service des acteurs artistiques et culturels, doit garantir leur liberté, permettre le développement de leur initiative et non générer une bureaucratie qu'artistes et professionnels rejettent vigoureusement.

Jacques RENARD a rappelé à cet égard l'enjeu de la déconcentration administrative du Ministère de la Culture. Ses Directions régionales des affaires culturelles sont des alliées précieuses, en particulier des petites villes mais surtout de nombreux professionnels.

L'Etat s'adapte et la création, dans la Sous-Direction de l'environnement culturel que dirige François de BANES GARDONNE, d'un Bureau de l'innovation et des solidarités culturelles est la prise en compte de la dimension sociale et économique de l'action culturelle en-dehors de tout esprit d'un dirigisme parisien.

La Délégation à la ville est par ailleurs une réponse riche et actualisée aux défis urbains et aux relations nouvelles et décentralisées entre Etat et collectivités locales. Yves DAUGE a souligné la fonction de la culture dans les transformations urbaines et la Délégation qu'il dirige peut valoriser cette dimension : celle du rôle de l'art et de l'architecture auprès du plus grand nombre possible d'acteurs et d'usagers.

Si l'Etat s'adapte, les villes aussi.

La rencontre de Chenôve a souligné, en présence de François MITTERRAND, la force de certains projets urbains.

Les villes ont aujourd'hui des services compétents et les élus socialistes mettent en avant dans leurs ambitions culturelles pour les prochaines municipales, le rôle des formations artistiques, la nécessité de la réflexion sur les publics et de l'évaluation de l'impact des activités culturelles, portées par des budgets devenus conséquents, sur la population.

Mieux connaître les publics, mieux cerner les inégalités culturelles urbaines pour mieux adapter les réponses, concevoir la ville comme un espace global, associer les artistes à l'enjeu de la créativité locale et de l'élargissement des publics dans le respect de leur liberté de création, pratiquer une politique de réponse à l'identité des groupes et pas seulement d'une offre banalisée, « projeter » la ville dans l'échange et la solidarité intercommunale mais aussi internationale, bref, redonner à la ville « sa fonction d'échanges et de secret », tels sont les défis que les élus socialistes se proposent de relever dans cette nouvelle étape qui doit être celle d'une gestion audacieuse et éclairée de la ville.

© Fondation Jean Jaurès

LA CULTURE AU CŒUR DE MONTPELLIER

par Georges FRECHE (*)

Monsieur le Président, chers camarades, chers amis, je voudrais, au nom du conseil municipal de Montpellier, avec mon ami André LEVY, maire-adjoint chargé de la culture, vous souhaiter d'abord la bienvenue.

Je voudrais dire aux camarades du Parti, à Max Gallo, au Secrétariat aux affaires culturelles, combien la ville de Montpellier, en particulier les socialistes montpellierains, sont honorés de voir aujourd'hui réunis tous les responsables s'occupant des problèmes de culture.

De plus, ce qui est symbolique, c'est que sur le plan culturel c'est la première manifestation organisée dans ce nouveau palais des Congrès-Opéra, baptisé le Corum, et c'est la première fois qu'on se réunit dans cette salle Einstein. C'est vous qui l'inaugurez. Je considère que c'est un heureux présage de voir réuni nos amis de toute la France dans ce lieu pour parler de culture.

Je voudrais organiser mon propos d'introduction, d'accueil et d'amitié autour de deux idées. Ce qu'est le Corum car c'est une pièce essentielle de la politique culturelle de la ville de Montpellier et quelle est la manière dont nous concevons la politique culturelle dans son ensemble.

Le Corum est un palais des Congrès-Opéra ; c'est-à-dire que nous avons voulu faire les deux en même temps. Il a été construit par Claude VASCONI, architecte, Grand Prix d'architecture en 1982, d'origine strasbourgeoise et qui travaille ici depuis 5 ans. La partie Palais des Congrès du Corum a été inaugurée il y a un mois seulement.

Quand vous descendrez les escalators, vous serez peut-être étonnés de découvrir ce Palais et de vous trouver devant un immense mur blanc : c'est un mur provisoire. Derrière ce mur, il y a un Opéra qui s'appelle l'Opera-Berlioz qui aura 2200 places et qui ouvrira dans un an, en janvier 90.

Vous savez qu'ici à Montpellier on nous accuse d'être mégalos, alors quand on a fait le Zenith on a mis 200 places de plus qu'à Paris, pour montrer qu'on pouvait le remplir. Et on l'a rempli ! S'agissant de l'Opéra, on a décidé de le faire aussi grand que la Bastille parce que sinon, à quoi bon ? Donc, on a fait exactement le même Opéra qu'à la Bastille, avec la même salle, la même superficie, un peu plus grand pour l'arrière, mais il n'y a pas d'ateliers de décors parce qu'ils sont à l'extérieur.

Nous soutenons totalement bien entendu à Montpellier que soient en train de se construire plusieurs Opéras à Paris, à la Bastille et dans d'autres villes. C'est important pour changer la ville comme nous le souhaitons.

La partie Opéra ouvrira donc dans un an. Elle accueillera l'Orchestre philharmonique de Montpellier-Languedoc-Roussillon. A ce moment-là l'ensemble du Corum sera en état de fonctionnement.

Nous avons voulu que ce Palais des Congrès rayonne avec sa partie culturelle. L'Opéra pourra avec un plafond modulable accueillir non seulement les grands congrès mais surtout il permettra de faire des saisons d'hiver de concerts symphoniques ; il accueillera l'orchestre logé dans les lieux et il permettra également de faire venir les grands ballets (nous avons déjà programmé le Bolchoï, le New-York City Ballet, l'Opéra de Paris, le Ballet de Leningrad). Nous pourrons également y recevoir de grands spectacles de théâtre. Enfin, il servira aussi pour le lyrique et nous pourrons y créer les grands lyriques que l'Opéra centenaire qui est sur la place de la Comédie ne pouvait accueillir à cause de sa capacité limitée à 900 places. Nous inaugurerons le lyrique avec la création de la Tétralogie sous la responsabilité de notre Directeur de l'Opéra, M.Mayer, qui est , comme M. VASCONI, d'origine strasbourgeoise et ancien Directeur de l'Opéra Comique.

Nous avons voulu aussi que le Corum soit au centre-ville. Nous pensons que la nouvelle génération des Palais des Congrès doit être au centre-ville pour que les époux ou épouses des congressistes puissent se trouver, lorsqu'ils ne participent pas à des travaux, directement de plein-pied dans la ville. Le Palais du Corum est accolé à la muraille du XIIème siècle, à la commune clôture de la ville médiévale. Vous entrez par le bas, en arrivant de l'aéroport ou de la route de Nîmes ou de l'autoroute, par les parkings, mais quand vous sortez à l'extérieur, vous accédez directement à l'esplanade. Vous êtes à deux cents mètres à pied de la Place de la Comédie qui est le grand espace central piéton de la Ville de Montpellier, entièrement « piétonnisé » ces cinq dernières années.

En second lieu, si la ville de Montpellier est très honorée de recevoir ce colloque, organisé par le Parti socialiste ainsi que mon ami Max Gallo et toute son équipe dans ce lieu, c'est aussi pour vous dire que nous sommes heureux de travailler sur le plan culturel, dans le cadre du Parti, dans le cadre de la Fédéra-

(*) Maire de Montpellier.

tion des Elus. Nous avons toujours trouvé beaucoup d'aide et beaucoup d'enseignements à travers les comparaisons entre toutes les villes, qui comme nous considèrent la culture comme étant d'une importance capitale. Un travail énorme peut être fait dans ce domaine dans les villes mais aussi dans les départements et les zones rurales. C'est le cas en particulier dans ce département de l'Hérault. Gérard SAUMADE, présent à notre tribune, Président du Conseil général et qui présidera ce soir la Commission réalise, il vous le dira lui-même, un grand travail au niveau culturel dans son département.

Notre conception de la culture depuis douze ans, telle que nous l'avons menée depuis deux mandats et telle que nous espérons la mener si les Montpelliérains nous réaccordent leur confiance les 12 et 19 mars, est de considérer la culture comme faisant partie à part entière du développement de la ville. Non pas que nous considérions que la culture a pour fonction essentielle de médiatiser la ville ou de permettre son développement économique. Cela ne saurait être en tout état de cause que la fonction seconde. Mais ce qui va sans dire, va encore mieux en le disant. Nous considérons que la fonction principale de la culture est sa fonction traditionnelle d'épanouissement, de liberté, de maîtrise de l'individu sur son destin. La culture est essentielle parce qu'elle est apparemment inutile.

La fonction de la culture n'est pas d'abord économique. Elle est d'abord épanouissement de libertés et elle est au niveau philosophique. Mais en second lieu, la culture, et c'est là en quelque sorte un avantage de plus en plus évident, est aussi un élément essentiel dans le développement d'une grande ville sur le plan économique. Et si les deux s'allient, pourquoi ne pas le faire d'une façon systématique et en tirer tous les avantages.

Notre ambition, à Montpellier, est d'être une des métropoles qui vont se développer en France et ceci d'ailleurs concerne un certain nombre de villes. Nous voulons être une métropole qui jouera un rôle dans l'Europe de demain, comme beaucoup d'autres, comme Lille, Rennes, Bordeaux, Toulouse, Aix, Marseille, comme Grenoble, Lyon, Metz, Nancy, Nice, Strasbourg. On pourrait en égrener beaucoup d'autres que j'oublie : Clermont-Ferrand, Poitiers, Limoges, etc.

Nous pensons pour être très clair qu'il ne s'agit pas du tout de substituer à l'analyse de Paris et le désert français de Gravier d'il y a trente ans, l'analyse de Strasbourg et le désert alsacien, Montpellier et le désert languedocien ou Toulouse et le désert Midi-Pyrénées. Nous disons simplement que pour nous, en France, la meilleure façon de nous préparer à l'Europe à venir, c'est de développer de façon importante la plupart des grandes villes existantes. En Europe, les pays sont décentralisés, comme l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie où il y a beaucoup de villes, 30 peut-être, qui ont une fonction culturelle. J'exagère en disant trente mais en Allemagne il ne serait pas difficile d'en trouver vingt cinq, en Italie quinze et en Espagne une bonne dizaine.

Il est donc nécessaire que la France se donne de toute urgence une série de métropoles à l'échelle européenne, qui ne rougissent pas au début du siècle suivant de se comparer à Milan, Francfort, Barcelone, Hanovre ou Birmingham. Et si nous ne le faisons pas maintenant, alors je crois que nous aurons « passé le coche ». A l'heure actuelle, il nous apparaît qu'il n'y a guère que deux villes en France à avoir une véritable fonction européenne : Paris et à la limite Lyon. Quelques autres sont tout prêt d'y être, comme Marseille ou Toulouse. Les autres, y compris Montpellier, n'y sont pas vraiment. Il faut donc bâtir quinze villes (si possible vingt-cinq, à défaut quinze) qui aient une véritable dimension européenne. Et pour ceci nous essayons de faire notre bonhomme de chemin à Montpellier et en Languedoc.

Dernier élément dont je veux parler ; il faut faire en sorte de travailler avec son département, de travailler avec sa région. Ici c'est difficile, mais c'est un phénomène transitoire (j'espère que ça durera encore trois ans et que ça se terminera). Nous veillerons à mettre fin à la situation actuelle qui est, je dirais, démente, mais ça, ce n'est pas grave, c'est un bon exercice dialectique.

De toutes façons vous n'entendrez plus parler des démêlés de la ville ou du département avec la région. En matière culturelle, vous connaissez la phrase fameuse : « quand j'entends parler de culture je sors mon revolver ». C'est une phrase qui s'applique assez bien à la majorité RPR-UDF et surtout Front National qui couvre le tout, parce qu'au-delà de tout ce qu'on peut raconter, Jacques BLANC, le Président de la région, mène celle-ci essentiellement avec les neuf membres du Front National. Le RPR et l'UDF étant là pro-forma, pour suivre le bataillon. Et autant vous dire qu'en ce qui concerne la culture, ils ont tout exécuté. La région s'est retirée d'Euro-Médecine, de la Compagnie Nationale de Danse contemporaine, de l'Orchestre philharmonique Montpellier-Languedoc-Roussillon. Vous le savez, j'ai eu le plaisir de vous le dire, nous venons d'obtenir pour le Corum une subvention de 50 millions que nous ont notifiée nos amis camarades BIASINI et Jack LANG ce qui équilibre les choses. Pour vous citer un exemple, la région était dans l'orchestre et l'orchestre devait venir ici ; nous avions voté en janvier 86 une subvention de 50 millions de la Région au Corum. La première décision symbolique qu'a prise la nouvelle région RPR-UDF-Front National,

réunie en session spéciale huit jours après avoir été élue, a été de supprimer la subvention de 50 millions. Depuis, ils nous mènent une bataille qui dépasse l'entendement. Quand j'entends des amis dire : « est-ce qu'à Montpellier vous ne faites pas le désert du Languedoc-Roussillon ? », j'ai envie de leur répondre : « n'ayez crainte, je peux vous assurer que si cela ne tenait qu'au Languedoc-Roussillon, ce serait plutot l'inverse que se produitait ».

Deux exemples qui en diront plus que de longs discours. La région a récemment fait une publicité, un publi-reportage dans le Point où il était montré le TGV en gare de Montpellier. Il a été donné au publicitaire l'ordre de faire effacer le nom de Montpellier sur les panneaux indicateurs des quais de la gare pour que le nom de la capitale régionale ne soit pas sur le publi-reportage du Point. Autre exemple, ils sont récemment allés à Séoul faire la promotion de la région pour expliquer que c'était un espace olympique entre Albertville et Barcelone. Inutile de vous dire que ce n'est pas grave parce que comme nous sommes jumelés avec Barcelone ; nous allons pouvoir y être présents largement. Mais enfin ils y sont allés et ils avaient fait des cartes présentant une tache verte qui s'appelait Languedoc-Roussillon entre Albertville et Barcelone et où ne figurait pas mis la capitale régionale. C'est un peu comme si Poujol avait amené les jeux olympiques en Catalogne et qu'il les avait fait ouvrir à Savanel, qu'il les avait fermer à Vinche et qu'on n'ait pas parlé de Barcelone. Tout le monde aurait dit que le Président de la Catalogne était un peu « frappé », sans être méchant. Et c'est un peu ce que nous avons ici. Enfin, on s'est fait une raison ! La région a retiré son soutien de tout mais, comme j'ai l'habitude de dire, on n'arrête pas la mer avec des pâtés de sable. Cela veut dire que l'action de la Région ici ne nous impressionne pas car nous reprendrons la région dans trois ans et nous remettrons les pendules au clair.

En attendant, la politique culturelle de la ville de Montpellier est simple. Nous estimons que pour bâtir une métropole au niveau européen, il faut le faire sur le modèle des villes du Quatrocento italien ou de la Hanse.

Soyons simples, de quoi s'agit-il ? Qui fera l'Europe ? Les Etats, à l'évidence car ils en ont la vocation juridique et politique et elle ne saurait être remise en question. Mais ensuite qui sera le moteur de l'Europe ? La concurrence se fera entre les régions, les villes, les grandes villes et je pense pour ma part, avec un certain nombre de camarades socialistes maires de grandes villes, que ce ne sont pas les régions qui feront l'Europe, contrairement à ce qu'on croit, mais les villes. Les régions sont trop grandes et font peur aux Etats alors que les villes sont assez grandes pour avoir une action européenne et assez petites pour ne pas faire peur aux Etats.

Nous avons récemment créé une association européenne du Lyrique dont le siège est à Montpellier. Toutes les grandes scènes sont venues ici : le Covent Garden, le Lyceo de Barcelone, la Scala de Milan, l'Opéra de Hambourg. Nous avons dit : « on va faire l'Europe à travers la musique, la danse, à travers le lyrique, parce que ce sont des langages européens, parce que ce sont des langages que parlent naturellement les Espagnols, les Italiens, les Allemands, les Anglais ».

Pour arriver cela, il faut donc bâtir cette ville au niveau de l'Europe et pour nous, une technopole telle que nous en avons la mission ici, notre modèle, c'est Florence-quatrocento, c'est-à-dire Florence faite par les Médicis. Qui étaient les Médicis ? C'étaient les banquiers de la Papauté. Ils avaient le monopole de l'alun qui servait à fixer la teinture sur les tissus. Ils ont fait fortune. Grâce à cela ils sont devenus les maîtres politiques de Florence et en même temps qu'ils sponsorisaient Léonard de Vinci ou Michel Ange, ils inventaient la comptabilité en partie double, les premières sociétés anonymes et ils développaient en même temps l'action économique, l'action culturelle et l'urbanisme à travers la magnificence du Florence que nous connaissons encore aujourd'hui.

Et bien une techonopole c'est cela. Une ville ne doit pas diviser le développement humanistique, économique, culturel et sportif. C'est un tout. Pour nous, la technopole est basée sur l'intelligence, la recherche, le savoir, les Universités, les IUT, l'INSERM, l'INRA, le CNRS, la recherche publique et privée.

A partir de cela, nous faisons une interface avec les PME et les PMI pour la création d'emplois. Et pour que tout cela soit enrobé dans un mouvement qui attire les entreprises de haute technologie, on a besoin d'un développement d'urbanisme. C'est le rôle de Ricardo BOFILL avec Antigone, de VASCONI avec le Corum, de PORTOVESI avec les jardins de Maguelone. Demain, avec Port-Marianne, nous voulons faire la vitrine de la grande architecture mondiale de la fin du 20ème siècle autour de Ricardo BOFILL, pour un projet dont la réalisation durera vingt ans. Montpellier sera uni à la mer avec un port de 500 anneaux à 5 kilomètres de Palavas. Nous ferons remonter les bateaux et nous allons demander à de grands architectes, les Américains PEI, GREFS, MEYER, les Anglais ROGER, FORSTER, le Luxembourgeois KRIER, les Italiens Renzo PIANO, Jacques VALLEE, PORTOGUEZI et bien sûr les grands architectes français ..... de construire ce nouveau quartier. Il y aura bien d'au-

tres architectes, plus de quatre-vingts, et je pense à nos amis qui sont ici. Nous aurons l'occasion de reparler de tout cela.

A côté de l'urbanisme pour la culture, il faut développer tous les grands arts. D'abord former les spectateurs. Nous avons mis en place une opération décentralisation de la culture qu'à l'origine nous avons empruntée à la Ville de Niort et à notre ami Gaillard -aujourd'hui décédé et que je voudrais saluer. C'est de Niort que nous avons pris l'idée des Maisons pour tous de quartier. Nous en avons maintenant seize qui irriguent l'ensemble des quartiers de la ville. Nous décentralisons les festivals dans les quartiers de façon à former le public. Des concerts, de la danse, et puis au sommet nous avons créé des grandes compagnies : Jacques NICHET pour le théâtre, Dominique BAGOUET pour la danse contemporaine, Cyril DIEDERICH pour l'orchestre philharmonique, Henri MAIER pour l'Opéra, et aussi deux grands festivals : le festival international de danse contemporaine avec MONTANARI et BAGOUET, et le festival de Radio-France, France-Culture, France-Inter et France-Musique que nous avons lancé avec Jean-Noël JEANNENEY qui sera à sa cinquième édition, à côté du Printemps des comédiens qui a été lancé par le Conseil Général de l'Hérault, de façon à avoir la palette complète.

Voilà si vous le voulez une idée d'ensemble du mouvement culturel à Montpellier. Pour terminer je voudrais dire que le résultat est là et je crois que ce n'est pas à vous qui vous occupez de la culture dans les villes, les villes moyennes, les grandes villes et les villages de France, de prêcher des convaincus.

En tous cas nous pouvons dire ici que ce développement culturel a beaucoup d'écho auprès de la population. Il a été, il y a six ans dans des circonstances difficiles, non pas la principale raison de notre réelection mais une des trois principales raisons. C'est une attente dans un monde où les gens vivent plus vieux, en meilleure santé, prennent leur retraite plus tôt, travaillent moins.

A l'évidence la culture est un des éléments majeurs du développement des grandes villes de demain. C'est pourquoi vous nous honorez par la tenue à Montpellier de ce colloque qui a tant d'importance.

Je ne voudrais pas terminer sur l'importance ou sur l'honneur mais sur l'amitié. Vous êtes reçus ici au sens grec, en sympathie : sympathia : « sentir avec ».

Collection Jean Laurès

LES RENCONTRES D'AVIGNON
19.20.21 juillet 1989

organisées par la F.N.E.S.R., l'A.D.C.R. et le Secrétariat national à la Culture du Parti Socialiste

* *3 matinées de formation pour les élus de la Culture :*
- Rôle des services culturels
- Les relations avec les administrations culturelles (Etat, DRAC...)
- L'évaluation des politiques et des actions culturelles

* *3 après-midi de débats publics :*
- Y a-t-il une crise du spectacle vivant ?
- Coopération culturelle Nord-Sud
- Quel espace pour une Culture critique ?

Renseignements au 45 26 50 50 - Denise SCHOENDORFF

L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE : CLES D'UNE POLITIQUE CULTURELLE

par Roland CASTRO (*)

L'architecte que je suis est un citoyen et aussi un membre du Parti socialiste ; il va essayer de répondre à la question triple : les socialistes, la culture et la ville.

L'architecte en question est un peu comme tout le monde. Il est un peu troublé en ce moment par ce qui se passe, ce dont Max Gallo parlait très bien : « Comment en est-on arrivé là ? » ; il pose la question de ce qu'on appelle en général l'idéologie, c'est-à-dire les idées qui font que les gens ont un fond commun, qui font qu'ils fonctionnent. Et c'est un peu à travers cela que je vais parler. Dire aussi l'expérience 81/89 et les perspectives ouvertes sur six ans, en même temps que je ne pourrai m'empêcher de regarder du côté de l'idéologie.

Pour être simple, il y a la ville à deux vitesses : on a 6 ans devant nous, on est de gauche, on doit donc supprimer la ville à deux vitesses. C'est simple parce que, Socialistes, notre discours n'est pas de l'économique pur ; notre discours n'est pas du social pur, parce que nous ne sommes pas des catholiques angoissés ; notre discours n'est pas du culturel pur, parce que nous ne sommes pas des êtres immatériels profitant de je ne sais quel don de la nature pour arriver à nous exprimer.

Socialistes, nous mettrons l'économique et le culturel au service d'idées simples, notamment une qui s'appelle l'égalité.

Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que notre démocratie est fondée stablement depuis cent ans sur l'école. Qu'a dit l'école ? Elle n'a pas dit que tout le monde est égal. Elle a dit « tout le monde est égal en droit » et elle a dit, après, « égalité des chances », c'est-à-dire qu'en effet, si vos parents n'ont pas de bibliothèque du tout et si vous êtes fils de travailleur émigré, cela va être plus dur d'entrer à l'ENA. Mais l'école de la République va dire « tout le monde peut entrer à l'ENA » et tous ceux qui travaillerons sur l'héritage culturel vont remarquer qu'en effet ce n'est pas tous les jours que cela arrive.

Mais ce que l'école va fonder en France, c'est l'égalité des chances.

Dans une situation urbaine française, où il y a manifestement le dual qui se voit, où il y a de la barrière physique entre des espaces, où il y a du Bofill d'un côté et du Lapaillade de l'autre, pour être précis, dans le territoire dans lequel on est ici, en 6 ans il faut que Lapaillade soit aussi beau que la place du Nombre d'or.

Il n'y a aucune raison dans une cité démocratique qu'il n'y ait pas d'aussi beaux espaces pour les uns et pour les autres. Cela s'appelle l'égalité urbaine. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que dans la ville, il est déjà assez dur de naître pauvre, il n'y a aucune raison de naître dans du laid alors que d'autres naissent dans du beau. La société ne peut le tolérer, surtout quand ce sont des socialistes. A moins qu'on soit devenu des gens qui confondent l'entreprise et la finance, ce qui est une bêtise ; Marx déjà le disait, il fallait faire attention.

Cela veut dire quoi embellir la ville ? Moi je suis architecte mais je me méfie beaucoup des architectes. On raconte des histoires à dormir debout sur l'embellissement qui change les gens. Je n'y crois pas une minute. Le Corbusier a fait son fromage, son succès idéologique là-dessus est faux. Ce que simplement on peut réclamer, c'est que dans la figure, la fabrication, la consistance, la taille des appartements, l'apparence des choses, il y ait une égalité apparente de destin, de même que l'école a fondé l'égalité des chances.

On se donne donc, puisqu'est fabriqué en France cette ville à deux vitesses, l'ambition de mettre toute l'action de notre gouvernement sur les endroits où cela va le plus mal. De même qu'il faut être inégalitaire dans les zones quand elles sont prioritaires, il faut être inégalitaire dans les quartiers les plus difficiles, il faut mettre plus de fric là où il y en a le moins, il faut mettre le plus d'innovation là où ça va le plus mal. C'est comme cela qu'on peut en effet avancer dans la question de l'égalité.

Pourquoi dis-je tout cela ? Parce qu'on a lancé en 1983 une action, « Banlieues 89 » qui a été soutenue par le Président de la République et qui a fait que dans cent villes de France (je vois à cette table

(*) architecte.

deux maires de Banlieues 89) il y a eu des projets, extrêmement inégaux, qui ont été réalisés. Par exemple, on a donné un peu de « fric » en plus à François Geindre qui avait déjà un projet tout à fait comparable d'esprit. Il voulait faire une « citadelle douce » pour sa mairie : c'est-à-dire un lieu qui ne soit pas une maison austère et moche, municipale, mais au contraire un lieu attractif pour toute la ville, qui donne une image nouvelle à cette ville faite de barres et de tours, une image complètement organique, dans une histoire architecturale sur laquelle je ne porte pas de jugement mais qui veut dire simplement qu'on retravaille autrement l'espace du centre de la ville.

Qu'a-t-on vérifié dans les villes dans lesquelles on a fait des projets ? Nous avons remarqué dans les villes « Banlieues 89 » (ce qui ne veut pas dire du tout que c'est uniquement lié au projet « banlieues 89 ») qu'elles étaient liées à des maires qui bougent, des maires qui ont une activité culturelle très féconde, des maires qui valorisent par exemple la présence d'émigrés sur leur territoire, des maires qui en font quelque chose.

J'ai appelé le soir du premier tour des présidentielles -pourtant dramatique : 15% de votes Le Pen- François GEINDRE. Il m'a confirmé ce fait d'intuition que j'avais : dans le bureau de vote de sa ville où il y avait le plus d'émigrés, il y avait le plus faible taux de vote de tout le Calvados. C'est-à-dire que partout où on bouge, partout où on agit, on arrive à renverser une situation. Et à partir d'une enquête qui a été faite par notre Secrétaire Général à la mission « Banlieues 89 », une enquête faite dans 80 villes, on s'est aperçu que dans les villes « banlieues 89 » il y avait en moyenne 4 % de moins de votes Le Pen. Cela s'est encore vérifié à travers l'abstention du referendum sur la Nouvelle-Calédonie. Dans les lieux où l'on bouge, avec une politique, une idéologie, une éthique et un désir de changement, on arrive à contrebattre la pression effrayante d'incivisme, de mépris de la politique, etc... qui prévaut. C'est ce que l'on n'arrive pas à voir lorsqu'on regarde les sondages comme des abrutis, ces enquêtes d'opinion et je ne sais pas quoi encore comme bêtises, qui ne comprennent pas que la micro-réalité est bien plus vivante quand elle est liée à la question municipale.

A partir de là on s'est dit « on en reprend pour six ans » et on s'est fait un plan d'action sur six ans, avec cinq points et trois questions idéologiques sérieuses à régler.

Ces cinq points sont les suivants :

Premièrement, on établit une carte de la ville à deux vitesses dans toute la France. L'administration française aura sous les yeux là où ça va et là où ça ne va pas dans les départements. Dans le département de l'Hérault, il y aura à Béziers tel endroit, à Sète tel endroit, à Montpellier Lapaillade. Et quand on pensera routes, équipements, action , on n'oubliera jamais ces trois points du département. Je pense que Gérard SAUMADE sera d'accord, bien qu'il n'y ait pas encore d'engagement, pour qu'il y ait un peu d'argent départemental (je profite de la situation pour faire un putsch budgétaire auprès du Président du Conseil général !). On fera donc une carte de France de la ville à deux vitesses qui dira là où l'effort d'Etat doit s'effectuer le plus, l'effort départemental, l'effort intercommunal.

Deuxièmement, on va lancer cent actions « Banlieues 89 » par an, c'est-à-dire 600 en 6 ans. On fera ce qu'il faut pour que ces projets soient extrêmement ambitieux ; pour certains, d'immenses projets urbains, à l'échelle de celui qui est fait à Montpellier par exemple, et d'autres plus modestes, intercommunaux, mais qui à travers toute cette France qui est extrêmement riche, permettent de réinventer des lieux dans les endroits où cela va le plus mal.

Troisièmement, en ce qui concerne les routes en France, avec tous les gens qui ont vraiment de l'argent, on va essayer que l'on puisse dire dans six ans, comme on nous l'avait appris à l'école, on a le plus beau réseau routier du monde. Comme vous le savez, en France on a toujours tout fait pour la paysannerie. On a fait un très joli réseau vicinal. Par contre si vous regardez le réseau banlieue, vous vous apercevrez qu'il n'y a que des enclavements, des culs-de-sac, des bouts de chaîne et qu'il y a un travail de désenclavement extrêmement important à faire pour que les villes de banlieue se mettent en réseau. La présence du Conseil Général au bord de Lapaillade est un événement de type réseau qui permet de désenclaver un quartier.

Il faut multiplier les réseaux capillaires qui font qu'on va quitter les ghettos bouts de chaîne. Un ghetto c'est formidable quand à Paris ce sont les Chinois ou les Vietnamiens qui colonisent un quartier du XIII, parce que cela devient un bout de quartier chinois qui appartient à tout le monde, qui est traversé, où tout le monde peut aller manger, il n'y a pas d'angoisse. C'est pareil quand les Tunisiens s'installent à Belleville. C'est un quartier de Paris.

Quand il s'agit à Montfermeil de Zaïrois paumés qui ramènent leur culture , c'est-à-dire qui volent 4 voitures par jour, qui les démontent car c'est leur culture africaine (je ne trouve pas cela dramatique, je pense que çà ne relève pas de l'expulsion mais que tout cela va avec l'intégration), c'est vrai que c'est en bout de chaîne, que personne ne va dans ce coin. Cela c'est du ghetto. Il faut qu'il y ait dans ce quartier

des boutiques zaïroises, qu'il soit traversé par d'autres gens que les gens du quartier et qu'il soit désenclavé.

Quatrième point : (c'est ce qu'à dit François Geindre) C'est la culture. C'est aussi l'espoir de « Banlieues 89 ».

Il faut que dans les endroits les plus difficiles, il y ait des raisons de fierté maximum. Il faut que ce soient des lieux qui attirent un public autre que les gens qui habitent le quartier. Il faut qu'il y ait métaphoriquement Picasso à Lapaillade, ou plus pratiquement ce qu'on a fait dans le cadre de « Banlieues 89 » par exemple un sculpteur génial nantais qui a fait en bas du Sillon de Bretagne (qui est une tour-barre - il y a des tours et des barres, mais le Sillon de Bretagne multiplie les dangers de la tour et de la barre puisque c'est une espèce de pieuvre gigantesque qui est réhabilitée aujourd'hui) une oeuvre très très belle, une sorte d'alignement Ming. C'est Barto, grand sculpteur nantais. Quand on veut voir cette oeuvre, on est obligé, bourgeois nantais, d'aller à Saint-Herblain, dans le quartier le plus « pourri » ou supposé « pourri » de l'agglomération nantaise.

De même qu'au Haut-du-Lièvre à Nancy, où il y a deux immenses barres qui regardent Nancy. Elles ont été réhabilitées par un très bon architecte, SARFATI, qui a fait tout un travail de ferronnerie extrêmement luxueux, très critiqué d'ailleurs pour son luxe. Moi je dis le contraire, il faut arrêter le misérabilisme, il faut être luxueux dans les banlieues pourries. Les gens ne détruisent pas lorsque c'est luxueux. Ils détruisent quand c'est propre, socialiste, gentil : c'est bien assez pour les pauvres. Moi le premier je détruis quand il y a de la peinture anti-graffitis. Peinture anti-graffitis, je graffite ! Peinture laquée impeccable, rose, je ne graffite pas. Et cela se vérifie !

Il faut absolument qu'il y ait le maximum d'oeuvres d'art et d'embellissements dans les quartiers les plus difficiles. On a prouvé que c'était possible et que cela désenclavait vraiment.

La dernière est la suivante : en France, on a très mal fait, pendant vingt ans, et venus de Paris, des grands ensembles. Ensuite on a dit : on réhabilite. On en a fait quelques réhabilitation vraiment géniales. Je cite toujours l'exemple d'Hérouville Saint-Clair où il a des barres de grands ensembles des années 50. On a si bien retravailler l'espace, requalifier des lieux, retravailler la vie à l'intérieur de ces barres, qu'on a l'impression maintenant d'avoir un quartier de 1930, architecturé, dimensionné, avec les mêmes barres. François Geindre ne me dira pas le contraire, vous pouvez tous aller à Hérouville Saint-Clair voir ce qui a été fait, il y a un réel travail de réhabilitation.

Il y a d'autres endroits : Alençon où Krol, architecte belge absolument génial, a transformé des barres en villages. Il a fait un vrai village-école au pied de ces barres. Et puis il y a bien d'autres exemples...

Disons que l'on a tous les moyens culturels et intellectuels de réhabiliter intelligemment, de refaire la ville dans les ensembles, de les désenclaver, de les retravailler avec des espaces en plus, de requalifier des lieux. Il y a beaucoup d'architectes qui savent faire cela. Aujourd'hui dans l'administration française il y a beaucoup de gens qui ont envie de faire intelligemment, mieux qu'avant, de ne pas gâcher l'argent. C'est un événement un peu nouveau qui me donne beaucoup d'espoir parce que j'ai passé beaucoup de temps à dire du mal de l'administration pendant les quatre ans de la première étape de la mission. Parce que dans tout ce que je vous raconte, il n'y a pas tellement d'argent à retrouver .

Il y a aussi la question que soulevait François Geindre : celle de l'Etat intelligent.

Il y a tout un travail de « nougatisation » de tout cela, de projet collectif, et je sens que cela va venir très vite : par exemple sur la réhabilitation, il y a une décision qui a été prise avec le Ministère de la Construction pour qu'il n'y ait plus seulement de belles expériences comme celles dont je vous parlais, mais que toutes les expériences de palulose expérimentales deviennent la règle. Et qu'à partir de l'essentiel extrait de toute l'activité expérimentale, on décide. C'est une décision formidable, c'est 100 milliards d'anciens francs - un milliard de francs nouveaux - de crédit par an sur six ans, donc ce n'est pas rien !

Cela fait un ensemble de choses lorsque vous les mettez calque sur calque et que vous mettez dessus une ambition d'aménagement du territoire, une véritable ambition -qui à mon avis s'avouera après les élections municipales. J'espère qu'on dira alors des choses plus régaliennes ou plus gaulliennes ou comme on voudra ou normales, jacobines, et qu'on mettra l'argent où il faut en mettre. Ce n'est pas utopique, c'est possible, cela peut durer six ans.

Il y a trois conditions, législatives, pour que cela fonctionne. Il y en a peut-être d'autres mais pour que cela fonctionne, il faut :

- supprimer la loi Barre sur les HLM, l'aide personnalisée au logement qui a cet effet pervers dans l'administration d'accumuler les gens les plus pau-

vres dans les endroits qu'on réhabilite le plus puisque ce sont les seuls qui arrivent finalement à régler les loyers. Il y a une mise en question de cette loi indispensable.

- deuxièmement, cela ne va pas faire plaisir à tous les maires et notamment ceux des villes riches, je pense qu'il faut « re-peréquationner » la taxe professionnelle parce qu'il n'est pas possible aujourd'hui de faire des bureaux à La Courneuve qui n'ont qu'une raison d'être, celle de partir à Courbevoie. (Je ne remets pas en cause la taxe professionnelle.)

- la troisième, fondamentale, c'est que dans ces quartiers, dans ces villes, il y a plein de gens qui n'ont que des devoirs et pas de droits. Il faudra bien qu'on se décide à poser la question des droits civiques aux émigrés aux élections locales. Il le faudra bien parce que vous savez parfaitement et nous savons tous que c'est payant (c'est comme la peine de mort). Mais on a peur parce qu'on a un fond molletiste qui nous traîne ; dès qu'il y a une question sérieuse, on espère qu'elle ne se posera pas. Manque de chance, les questions sérieuses ont un avantage formidable sur les questions non sérieuses, elles se posent toujours. Et il y a une tradition social-démocrate : c'est de les poser avec retard et de les traiter trop tard, avec de la violence et de la bêtise.

Ce n'est pas invraisemblable de dire que cela s'appelle une « civilisation urbaine », c'est-à-dire un vrai projet de société. La question de la ville est notre question moderne parce que c'est la question de l'échange et de l'autonomie de l'individu. Vous connaissez le fameux débat « Peut encore avoir un projet collectif ? ». Oui, on peut avoir du collectif à condition qu'il soit l'endroit de l'autonomie. Et le lieu de l'autonomie est la ville parce que la ville est non seulement le lieu de l'échange mais celui du secret, c'est le lieu où l'on peut être soi-même. C'est pour cela que la ville est l'événement fondamental de notre civilisation, parce que c'est seulement lorsque l'on peut être soi-même qu'on peut aussi travailler avec les autres.

L'ambition de la ville, c'est aussi l'enjeu européen dont parlait Georges FRECHE. Chez nous il y a une tradition étatique lourde qui fait qu'on n'a pas les quinze ou les vingt-cinq villes italiennes (il y en 100 en Italie). En Allemagne, deux villes à vingt kilomètres de distance ont chacune un Opéra et un Musée d'art moderne sublime. C'est cela l'histoire des villes européennes. Nous sommes excessivement en retard par rapport à cette histoire.

Je vous citerais pour finir la phrase de François MITTERRAND à une réunion de l'International Socialiste où on lui demandait : « C'est quoi pour vous le socialisme ? » et il avait répondu : « Peut-être que le socialiste, c'est la ville ».

LA VILLE
AU QUOTIDIEN

l'Europe, c'est l'heure...

Jeudi 1er juin - 16 h 30 - Forum CULTURE et ARGENT
en présence de Mr Jack LANG, ministre de la culture, de la communication et du bicentenaire.

Vendredi 2 juin - 16 h 30 - Forum LE SERVICE PUBLIC de l'AUDIOVISUEL en EUROPE, en présence de Mme Catherine TASCA, ministre délégué à la communication.

FNESR

12, Cité Malesherbes 75009 PARIS
Tél. : (1) 45 26 50 50 - Fax : (1) 45 26 30 80

1-2-3 JUIN
PORTE de VERSAILLES - PARIS

Coll. Fondation Res Publica

L'ARTISTE DANS LA VILLE

par Jean-Pierre VINCENT (*)

L'artiste (de théâtre) et l'homme politique ont des visions différentes, parfois plus proches pendant certaines périodes historiques, parfois fort lointaines et parfois même violemment contradictoires. Pourtant, ils travaillent sur le même terrain : la vie des hommes entre eux, l'articulation entre réalité et rêve (ou utopie), entre vie collective et vie privée.

Je suis aujourd'hui un artiste sans ville. L'artiste dans la ville, c'est donc pour moi plutôt à l'état de question.

Je voudrais dire quelques mots sur mon expérience à Strasbourg, sans vouloir en faire un témoignage d'ancien combattant. J'y ai vécu neuf ans. Nous avons pris une ville à rebrousse poil, violemment. Comme nous étions loin du centre (Paris) et dans une période un peu moins médiatisée qu'aujourd'hui, nous avons eu le temps de faire violence à cette ville en lui proposant des formes artistiques auxquelles elle ne s'attendait pas du tout, nous avons pu prendre le risque de faire capoter la voiture. Nous jetions alors toute notre imagination dans une bataille pour le « nouveau ». Aujourd'hui, on se rend compte que cela a créé et solidifié une génération d'intellectuels qui sont maintenant à des postes de responsabilité dans cette ville ; à la direction du musée municipal, dans un certain nombre de journaux et à la faculté. Mais çà a été très dur. Un combat terrible dans les premières années, avec un appel au lynchage dans la presse et une demande absolue au ministère de nous expulser de là parce que « nous n'étions pas faits pour cet endroit-là ». Finalement, cet « endroit-là » et nous, nous avons fini par nous entendre ou au moins avec une partie active de la population.

Aujourd'hui

Maintenant, je suis à Paris, « libre » comme on dit. A Paris, on n'a guère le sentiment d'être dans une ville. C'est d'ailleurs un problème d'identité profonde et pérenne de l'intellectuel parisien que d'échapper un peu au triple sentiment qui peut rattacher un artiste à une ville, à un lieu.

D'abord il peut y avoir un point d'appui « ancestral » dans une ville, celle où il vit, ou celle où il est né. Il est alors porteur de quelque chose de très ancien qu'il renouvelle. C'est ce qu'on appelle les racines. Et ces racines, on les porte avec soi, même quand on va travailler loin.

Mais il vit dans une ville où il fait quelque chose. Il n'est peut-être pas de cette ville-là, ancestralement. Mais il y est venu et il y « opère ». Il se nourrit de son actualité et la nourrit en retour.

Enfin, en troisième lieu, il importe dans cette ville qualque chose de tout à fait contradictoire, peut-être parfois de violent. C'est tout ce que cette ville ne voit pas, tout ce que cette ville ignore et veut ignorer. Un ailleurs qui la dérange. Et c'est sa fonction d'artiste de ne jamais se satisfaire de ce qui est.

L'artiste aide une ville à faire le tour du monde. Et le meilleur lieu pour faire le tour du monde, ça peut être le théâtre, parce que c'est un moyen de le faire en quelques secondes, bien plus vite qu'au cinéma, bien plus vite qu'avec les avions et les fusées. Il suffit de lire une scène de Shakespeare pour s'en rendre compte. Au théâtre, on est à la fopis à l'intérieur et à l'extérieur de l'individu. En un millième de seconde, on peut transporter l'action depuis l'Australie jusque chez nous. On peut aussi se transporter à tous les niveaux de temporalité, au passé, au présent, au futur, avec une légèreté extraordinaire. C'est l'imaginaire collectif en travail alors que souvent l'imaginaire collectif aimerait bien qu'on le laisse dormir.

Il y a conjugaison chez l'artiste entre un certain nombre de niveaux d'appartenance à une ville et de polémiques par rapport à ce sentiment d'appartenance.

Aujourd'hui, perdu dans cette agglomération parisienne difficilement vivable, fantasmatique « reine du monde » où les intellectuels sont dans une situation constamment fragile et « impunie » à la fois, je me pose la question (ou elle m'est adressée) de savoir si je reprends le chemin d'une ville et la charge d'un théâtre ou non.

Formation du public ?

J'ai besoin, moi artiste, d'être dans un théâtre qui lui-même est une ville à l'intérieur de la ville, pour des raisons d'ancrage, de continuité, d'insistance.

(*) metteur en scène.

Même si je ne me fais pas beaucoup d'illusions sur la formation d'un public, ni sur sa fidélité.

On sait bien que dans une ville, dans un théâtre, même s'il marche bien, il y a 20 ou 25 % des gens qui changent tous les ans. Après cinq ans de travail, on a l'impression d'avoir formé un public alors que l'on a agité mille fanatiques et que beaucoup de gens sont passés le temps d'une saisie ou deux. Il faut se méfier des illusions de progrès. D'un autre côté, le théâtre fait son chemin quand il existe dans une ville. On le sent par exemple en tournée : dans les villes qui ont fait depuis longtemps un effort vers le théâtre, on sent un public plus agile, plus rapide, plus éveillé au monde. A Bordeaux par contre, qui est une des seules grandes villes à ne pas avoir fait cet effort, le public est loin, loin... Et la vie dans la ville s'en ressent, étrangement...

Quelle ville ?

Si je veux être dans une ville, c'est aussi de façon polémique parce que je me pose immédiatement la question : dans quelle ville ? Si moi je sais « qui je suis » comme artiste, les villes par contre se ressemblent étonnamment. Dans toute l'Europe, les centres villes ont tous les mêmes zones piétonnes, les mêmes palais des congrès. Et ces centres villes sont séparés des zones où l'on ne trouve que des hypermarchés, des espaces où il n'y a aucun café, aucun commerçant, aucune civilité.

Toutes ces villes se ressemblent et j'ai l'impression que le rôle de l'artiste dans la ville, c'est donc d'y installer la différence, une violence productive, une contradiction continuelle contre le risque d'effondrement dans une forme moyenne d'humanité mercantile et médiatique, en but à une autre forme de violence, irrationnelle celle-là. Le théâtre ou la peinture, dans leur archasme artisanal, sont là pour lutter contre cette « médiocrisation », cette égalisation générale de l'Europe.

J'ai besoin d'un théâtre pour que mes actes artistiques aient lieu tous au même endroit, pour qu'une bande d'artistes, pendant plusieurs années, « mette tous ses oeufs dans le même panier », se retrouve face à un public, face à une même partie de la société et fasse un bout de chemin avec elle, pour qu'il y ait une réelle efficacité de l'art et que la société elle-même puisse agir sur moi. Je ne suis pas un « deus ex machina » qui croit être le seul à pouvoir agir sur la société.

La décentralisation, les financements de l'art

Mais il y a des aspects négatifs dans une implantation. Je risque de me retrouver, comme beaucoup d'autres, dans un de ces drames de la décentralisation et du pluri-financement, avec une ville, un conseil général et une région de couleurs politiques différentes et changeantes au gré des élections. Beaucoup d'artistes subissent les contradictions violentes des politiques différentes ou même des différentes personnalités d'un même parti. Il faut tout faire pour échapper à cela.

Ces situations nouvelles dues à la décentralisation demandent aux équipes de direction des théâtres dix fois plus de travail pour mettre ensemble tous ces dossiers là. Parfois, c'est impossible et de guerre lasse, on se laisse aller à la politique ambiante. On se dit que la politique publique n'ira pas plus loin en matière de culture, qu'il faut trouver de l'argent ailleurs, à savoir dans le mécénat. Mais le mécénat, c'est la soumission du projet artistique à un certain nombre de lois de plus-value qui n'ont rien à voir avec elles. Je n'ai pas appris à faire ce que je fais pour me mettre à courir à droite et à gauche faire du charme aux « rois d'un jour » de l'industrie et de la finance. C'est pour cela qu'aujourd'hui, la question de reprendre un théâtre reste suspendue pour moi. Je ne crois pas que qui que ce soit ait à gagner en empruntant ce chemin de la privatisation.

Il faudrait mettre en place une sorte de loi-cadre qui permette à toutes les instances politiques nécessaires au financement de la vie théâtrale, non pas de s'égaliser ni de suivre une route toute faite, mais de savoir au moins selon quelles règles elles peuvent travailler ensemble et dépasser la simple soumission aux échéances électorales qui risque de tétaniser la vie artistique et culturelle française. Le théâtre en Italie s'est effondré parce que le « Penta Partito » (le regroupement des cinq partis gouvernementaux) doit toujours participer aux prises de décisions et qu'ils ne s'entendent jamais : si le théâtre est dirigé par quelqu'un de la démocratie chrétienne, il faut alors que le musée soit socialiste et l'opéra communiste... Tout change d'élection en élection et rien ne peut se penser à long terme.

Pourtant, si l'on veut une politique culturelle digne de celle qui, bon an mal an, a été lancée au début des années soixante et qui a fait notre fierté de français, si nous voulons la relancer, la ré-imaginer, nous devons nous propulser dans le long terme.

Comment la gauche peut-elle faire pour garder cette avance culturelle ? C'est une question importante.

Cette complexité autour des collectivités locales suscite aussi le clientèlisme. Certains artistes sont plus habiles que d'autres à nager dans ces eaux troubles. Ils ne sont pas forcément les meilleurs sur le plan artistique.

Dans tous les cas, dès le début d'une entreprise théâtrale, il est obligatoire de se préoccuper de ces activités annexes qui deviennent étouffantes pour les jeunes inventeurs...

Cela aboutit d'autre part pour les politiques à des situations probablement très frustrantes et à une sorte de paralysie de la décision. Et, quand on ne peut plus choisir parce qu'il y a trop de contradictions, on perd l'habitude de prendre des décisions pour d'en remettre à une sorte d'effet des forces dominantes, de vastes fleuves mous, dans lesquels on est. Et cela aboutit souvent à des « Après moi, le déluge ».

Il y a donc danger aujourd'hui d'uniformisation des quantifications, d'aseptisation de la culture... A l'orée de 1992, ce n'est pas un hasard si l'on parle plutôt de « marché unique européen » plutôt que d'Europe. La culture est devenue un enjeu, même pour les industriels. Avant d'être une nation, la France est devenue une entreprise (provisoirement, j'espère). Le danger, c'est aussi la « technologisation » de la culture, et je frémis en entendant parler « d'ingénieurs culturels » (quelle que soit la culture et les sentiments de ceux qui se baptisent ainsi).

L'art est une denrée trop rare pour cette énorme demande. De plus en plus, on risque de trouver des produits extrêmement moyens qui peu à peu d'éloigneront de la notion d'art pour rejoindre celle de consommation culturelle.

Mais l'art demeurera un artisanat qui ne peut pas se mettre en programme ni se décréter. On doit l'aider, on peut projeter sur lui mais il faut rester vigilant quant à son caractère imprévisible. Mais n'est-ce-pas la même chose pour la gestion de la société ?..

Coll. Fondation Jean-Jaurès

TROISIEME PARTIE

PISTES POUR LA CULTURE

Contributions des groupes de travail du Secrétariat national à la Culture

Coll. Fondation Jean Jaurès

... OU BIEN LES ARTS PLASTIQUES

Sans doute ne s'agit-il pas de l'intitulé d'une contribution, d'un colloque ou d'un débat d'idées. Mais d'un premier constat lorsqu'il est question de Culture, d'Art et de Société; lorsqu'après avoir abordé d'autres sujets, les temps de parole sont épuisés, on ne manque pas d'entendre cette merveilleuse petite phrase... Ou bien les arts plastiques... qui ouvre et ferme la discussion qui pourrait les concerner. Que ces premières lignes soient un mouvement d'humeur, certes; cela n'empêche pas de prolonger les négociations, reconnaître les questions et ébaucher des propositions.

Le débat sur les arts plastiques est ancien ; mettons qu'il soit né à Lascaux, temps et lieu des premières traces de la création artistique pour les arts plastiques. Depuis, l'Histoire de l'Art nous montre les multiples démêlés des relations de l'Art et la Société, de l'Art et du « Pouvoir ».

Le pouvoir ne se rencontre pas matériellement, concrètement ; mais on peut s'y heurter au hasard des rencontres avec les institutions, lois, règles, codes et ordres qu'il crée pour assurer sa légitimation. Bien évidemment, ce pouvoir qui impose est un stéréotype du pouvoir conservateur. Ce qui ne peut, heureusement, correspondre aux idées qui doivent irriguer les relations de la société, telles que les socialistes les proposent.

Parmi ces idées, la décentralisation qui est entrée dans les faits pour certaines institutions, mais qui est loin d'être « la démocratie jusqu'au bout », tel le socialisme dont parlait Jaurès.

Au moment de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française et des Droits de l'Homme et du Citoyen, et de ces mots « Liberté-Egalité-Fraternité », nous n'ignorons pas que la démocratie est fragile mais que ces meilleurs atouts sont dans la République et le Socialisme. La Révolution française a, entre autres choses, été une immense ouverture à la culture, l'accès à la culture pour tous. S'en souvenir en 1989, également année d'élections municipales, ne serait pas suffisant. Réaffirmer ce droit est plus que légitime, et c'est du devoir des socialistes que d'engager partout les moyens pour que s'exerce ce droit.

Depuis ces dernières années, des progrès ont été faits ; le budget de la culture a augmenté, les lieux et les instances de décisions de l'action culturelle se sont diversifiés. mais les lauriers de quelques réussites ne doivent pas empêcher de continuer une action toujours aventureuse ; la culture levier intellectuel, social et économique du pays.

La culture, et que n'a-t-on pas dit sur elle, s'alimente aussi de l'Art et des créations des artistes. Contrairement au Pouvoir, l'Art ne cherche pas à imposer, à instaurer un ordre. Les phénomènes de mode tout autant que le temps lui apporte des reconnaissances parfois surprenantes et dont les pouvoirs se méfient (bien que l'affirmation puisse paraître « simpliste », elle est souvent vraie).

On pourrait dire que l'Art (pour une part prétendue inutile), ça ne change rien mais que c'est ça qui change tout. Car il faudra bien un jour qu'éclate l'évidence ; l'Art est une chose sale et grossière en ce qu'il a à faire avec tout ce qui n'est jamais dit et qui, d'une certaine façon, ne doit pas être dit. L'Art circule en tous sens, souvent en sens interdit. De là à penser qu'il est aussi désordre, le pas est facilement franchissable. De sa fonction, nous continuons à en savoir peu ; il vit, s'invente et se partage au quotidien. Ce que nous pouvons supposer en savoir passe plus par les questions qu'il pose que par des réponses hypothétiques. Ce qui inquiète.

Tout comme la pratique artistique, les lieux, les actes par lesquels il se montre publiquement hors des conventions ; ce qui inquiète est sa nature de

pratique sociale. Une pratique dont les limites débordent largement les places et institutions dites culturelles. Il faut bien admettre que ces débordements font désordre, n'ont cessé de poser des problèmes à tous Pouvoirs, quelque soit l'idéologie dont il est issu. Le conflit est permanent.

Alors qu'on reconnaît l'interaction entre Culture et Economie, pour ce qu'elles gagnent à se rencontrer, l'Art y a encore une faible place car il reste évalué en « marché de l'art ». Sa valeur sociale, non quantifiable et qui est la plus importante, semble être évacuée de la réalité quotidienne. Affirmer cette valeur tient du postulat, donc du politique. Le conflit est permanent. Les tensions qui l'animent sont dynamiques, créent du mouvement (en physique : le couple). La question n'est plus « comment imposer » l'arrêt du conflit, il est vivant dans la plus modeste part créatrice en chaque individu. Il est question d'utiliser cette confrontation, d'organiser et d'articuler cette tension et sa valeur sociale.

Les articulations des valeurs sociales, de société, pour les socialistes passent par les enjeux de la démocratie. Savoir partager les actes de la responsabilité peut être un des atouts pour décrisper le pays. Mettre la « décentralisation » dans les faits au niveau le plus vécu des individus, dans les municipalités.

La concertation et la coordination des efforts en matière artistique peuvent être permises par la création de Maisons des Arts qui associeraient les artistes et les représentants des municipalités. Celles-ci se proposeraient par tous les moyens à leur disposition ou à mettre en oeuvre, de favoriser soit directement, soit par participation financière ou morale, les actions en faveur des pratiques et manifestations artistiques.

Cette gestion établie par consentement mutuel éloignerait quelque clientélisme, ouvrirait un peu plus les relations de l'Art à la vie locale. Dans la mesure où le cadre de vie de l'homme est de plus en plus artificiel, l'Art est une chance qui lui est offerte pour « respirer ». Le spectacle « vivant », la musique, même la télévision, le livre... les arts plastiques... ou bien les arts plastiques.

Cette discipline artistique issue des Beaux-Arts, dont le matériau est surface-volume-couleur ; que nous pratiquons avant l'écriture, qui participe à la communication entre les individus.

Les arts plastiques ont une vie sociale qui ne s'arrête pas à la peinture, la sculpture, la gravure... Ils sont présents intimement au quotidien de chacun, ils sont arts-décoratifs, arts appliqués, métiers d'arts, affiches, surfaces, volumes, couleurs.

Vivre sa ville, c'est aussi vivre son décor, mûrs peints, fontaines, parterres colorés, monuments, sculptures...

La ville a une responsabilité considérable dans la mobilisation des hommes et la préparation des esprits pour construire un univers humain, culturel, social et économique dont nous pressentons l'urgence sous la pression des révolutions technologiques, des mutations économiques et des enjeux géopolitiques dont la création de l'Europe n'est qu'un épiphénomène.

Plus prosaïquement, la ville doit permettre à chaque habitant d'être heureux dans son immeuble, sa rue, son quartier sans craindre son voisin et sans que les structures architecturales soient génératrices de dépressions, de divisions ou de conflits.

La ville doit gérer l'humain comme la première richesse économique de son évolution en préparant les moyens et les structures d'adaptation et de reconversion.

Ce qui est arts plastiques ne se vit pas seulement en des lieux réservés, aux heures de visite. Le graphisme du logo d'une ville est autant oeuvre de créateurs que le nécessaire monument du Souvenir. L'identité culturelle municipale des habitants se fait en ces multiples confrontations.

Oui la culture, oui les arts plastiques ; mais pas les artistes ! De grâce, pas les plasticiens ! Artistes autoproclamés, individualistes forcenés, quémandeurs invétérés... on leur a tout dit, presque tout fait, et en plus on construit des musées pour leurs oeuvres. Permettez au rédacteur de ces lignes de sourire.

Certains parmi nous, plasticiens, ont choisi de vivre une vie d'aventure, celle de la création artistique. Certains ont même choisi de porter cette aventure au rang de profession. On entre en l'une comme en l'autre, sans qu'il y ait de réel commencement ; on devient plasticien par des détours incertains.

Le choix est libre, la sortie aussi. Certains sont doués de talent que le public reconnaît, suivant des critères variables, les choix sont culturels. Ni l'oeuvre produite, ni l'artiste n'ont de vie sociale dit-on ; cependant, les oeuvres ont leurs musées ; l'artiste est citoyen à part entière.

Voilà bien ici aussi le conflit permanent cité plus haut mais au niveau individuel. Salut l'artiste, qui par sa seule présence empêche les tourneurs en rond de continuer leur danse. Salut, l'artiste ; mais n'en parlons plus, il vit.

L'artiste et la société vivent bien ensemble, l'un propose, l'autre dispose. Ils échangent sans cesse, alimentent l'un l'autre leur réflexion.

Mais le sourire se ternit.

La loi de 1975 ouvrant la sécurité sociale aux artistes-auteurs, régime 017 dans le régime général, est détournée de son application.

La loi sur le 1 % des constructions de l'Etat, des collectivités locales, est moribonde.

Les commandes et achats de l'Etat, des régions, des villes, se cantonnent à sacraliser quelques valeurs reconnues comme sûres ; l'Art officiel guette toujours.

Confédération des Peintres

Les ateliers d'artistes ont disparu des programmes de construction du logement social (ce qu'il en reste), trois par-ci, quatre par-là.

Les expositions collectives et salons, lieux historiques de l'histoire des arts plastiques, lieux où la collectivité artistique est sans corporatisme, lieux d'échanges avec les publics, ces lieux souffrent du désintérêt des pouvoirs publics.

Depuis les rapports de synthèse de Rennes (1977), de Grenoble (1982), il apparaît que malgré les années, les propositions concrètes qu'ils contenaient sont loin d'avoir été appliquées, voire reconnues, qu'il s'agisse du droit de monstration, de l'enseignement artistique (pour part), des rapports entre galeries, artistes et collectivités, de l'incitation (mécénat) à l'art contemporain...

La liste est longue. Mais les plasticiens ont l'espoir que les socialistes, responsables de l'Etat, puis des municipalités sauront les rencontrer et partager la démocratie.

Si la demande des artistes est multiple, une municipalité ne peut répondre seule à tous ces besoins. Sur la base d'orientations claires, par l'intermédiaire d'initiatives locales concrètes, sous l'impulsion de réelles commissions entre élus et créateurs-artistes-auteurs, nombre de questions trouveraient sans doute leurs réponses.

Une politique associative nouvelle (recherche de partenariat fondé, par exemple, sur des contrats de mission) pourrait développer une synergie, facilitant la création de collections publiques, de musées municipaux, d'écoles d'arts plastiques, de moyens de sensibilisation et confrontation du public avec l'art vivant.

Peut-être serait-ce ainsi que les principes de décentralisation trouveraient leur vraie justification. La collectivité assumant mieux la « démarche artistique », l'arithmétique donnerait certainement raison à nos élus, ouvrant bien d'autres perspectives pour que l'Art comme la culture vivent leurs vraies valeurs, sociales.

Groupe Arts plastiques

Coll. Fondation Jean Jaurès

POUR UNE POLITIQUE MUNICIPALE SOCIALISTE DU SPECTACLE VIVANT

Depuis dix ans les collectivités locales ont manifesté leur attachement à l'action culturelle en augmentant leurs financements de manière considérable. La décentralisation a accentué cet effet. Parmi elles, les communes sont les plus engagées. Leur part dans les différents secteurs culturels est considérable, atteignant 50 % des dépenses publiques et 52 % des financements publics du spectacle vivant, mais 33 % seulement des financements publics du théâtre. La chose est à considérer comme ses effets. Les politiques culturelles municipales doivent en tenir compte.

L'enjeu est de voir assumer les fonctions essentielles de la création, de la diffusion, de la formation dans le domaine du spectacle vivant sous la responsabilité conjointe des collectivités locales et de l'Etat. S'il est acquis que le spectacle vivant ne peut vivre sans le soutien apporté par l'Etat au réseau des établissements de production et d'accueil et aux compagnies professionnelles, il est plus que jamais indispensable que les élus socialistes des collectivités locales affirment leur détermination à étendre ce réseau et à aider la création artistique. A l'heure où les politiques culturelles tendent à s'uniformiser, à se normaliser au profit de leur seule médiatisation, il importe que les socialistes marquent, au nom de leur propre histoire et de leurs aspirations, une volonté déterminée de « démocratisation culturelle ». Si le terme n'est pas de mode, c'est peut-être que la mode -ce luxe des privilégiés- ne l'aime pas.

Faut-il rappeler que la France de 1989 est aussi celle d'une inadaptation croissante des individus à leur propre société : illétrisme, intolérance, pauvreté ne sont pas des maux d'un autre temps, pas plus que ne l'est le privilège de la détermination sociologique. Face à ces inégalités, tous les combats sont nécessaires, celui du plein emploi comme celui de l'égalité de droit, celui de l'antiracisme comme celui de l'exercice de la citoyenneté, celui de l'affirmation des solidarités comme celui de la démocratisation culturelle. Si le socialisme est une perspective, la commune en est un espace de réalisation.

Le spectacle vivant n'est pas la moindre des nécessités. La seule affirmation ne suffit pas et aucun credo ne peut justifier une politique culturelle socialiste. Alors ?

Alors le théâtre est d'essence populaire. Il est le lieu d'expression du désir d'être avec les siens, de mieux comprendre son entourage et au-delà de sa propre représentation, il est le lieu du partage des émotions parce qu'il est la rencontre de tous les modes d'expression. Le moment du théâtre est celui de l'aujourd'hui. Ce sont les auteurs d'aujourd'hui qui disent le monde, ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui désirent s'exprimer à son sujet pour mieux l'appréhender et par là même participer à sa transformation, c'est celui du public qui marque ses choix par la qualité de sa présence et de sa structuration.

Comment prendre en compte cela dans une politique municipale ? En rappelant quelques principes et en organisant les moyens.

1) La création est le signe de la vitalité des citoyens. Créer, c'est signifier sa lutte avec l'environnement, c'est signifier son désir et une perspective, c'est donner sens à la vie, c'est prendre le risque de confronter sa sensibilité, ses idées, ses analyses aux autres, c'est participer à la vie commune, c'est solliciter en permanence la démocratie. Pour cela, la politique culturelle municipale doit être une politique de création. Cela suppose de fonder les conditions de la création : politique de soutien, politique d'encouragement, politique d'exigence quant aux processus de création.

2) La création n'a de sens qu'en ce qu'elle participe d'un projet global dans lequel elle est le processus moteur et la valeur phare. Donner la possibilité concrète du faire aux jeunes et à tous ceux qui cherchent leur voie, stimuler le désir de participer de la vie artistique. Cela suppose une politique active de réponse aux demandes (soutien aux projets), d'organisation de temps de confrontation (diffusion soutenue), de formation aux techniques des arts de la scène (formation active du type des formations-réalisations, des formations qui donnent responsabilité réelle aux acteurs dans une réalisation).

3) La création, la diffusion, la formation n'ont de sens dans ce projet global que si d'une part elles sont des outils de dynamisation de la cité et que, d'autre part, elles laissent clairement la place à l'autonomie des citoyens dans leur expression. La politique ici est l'outil des citoyens comme celui des élus. La chose ne va pas toujours de soi si l'élu n'est pas lui-même concerné. Dans le domaine du spectacle vivant et particulièrement du théâtre, l'élu socialiste doit aussi se dédouaner de l'interventionnisme habituellement attribué à l'élu local.

La politique culturelle socialiste doit affirmer l'intérêt de l'élu et l'indépendance de l'acteur.

4) Politique de création, de formation, de diffusion suppose des moyens financiers, c'est-à-dire l'affirmation du spectacle vivant comme une priorité budgétaire. Cela implique également une politique d'investissement dans des lieux de qualité technique adaptés aux exigences des réalisations.

Collection Fondation Jean Jaurès

5) L'émergence d'une politique culturelle socialiste, c'est aussi l'affirmation de la circulation des idées, donc des productions. Développer la diffusion, c'est mener une politique de partenariat en amont des créations comme en aval. Partenariat sans exclusive, avec le souci constant de la solidarité, de l'échange, au service de la création, sans autre souci ou prétention que d'être à sa juste place dans son temps.

On comprendra que tout a été dit et écrit depuis vingt ans en ce domaine. Dès lors, une politique municipale socialiste, dans l'exigence de ces objectifs, doit être de l'ordre du faire. Il s'agit d'agir avec détermination.

Les modalités de gestion, la définition des structures adaptées ne sont pas un réel problème si ces principes et ces moyens sont fixés. Chaque équipe municipale est en mesure de déterminer si elle n'oublie pas que le domaine culturel est fragile, sensible, qu'il suppose la confiance et l'intérêt des élus, qu'il supporte difficilement de se voir opposer les rigidités administratives et que la souplesse d'intervention est plus qu'une règle : c'est une nécessité liée à l'application du principe d'autonomie.

Groupe Spectacle vivant

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE DANS LA VILLE

Je distingue deux moyens de cultiver les sciences : l'un augmenter la masse des connaissances par des découvertes, l'autre de rapprocher les découvertes et de les ordonner entre elles afin que plus d'hommes soient éclairés et que chacun participe ainsi à la lumière de son siècle.

DIDEROT - 1747

Des distinctions

Au mois de septembre 1988, l'Expansion a donné le palmarès des villes les plus aptes à développer les activités économiques. Les trois premières -Montpellier, Rennes, Besançon- sont des villes gérées par des socialistes. Bien sûr, parmi les critères, il y avait la qualité du cadre de vie, la richesse culturelle, la réputation des établissements scolaires mais également la capacité de ces villes à attirer les nouvelles technologies et à faire vivre les populations à l'heure de la connaissance scientifique et des progrès techniques.

Pourquoi une culture scientifique, technique et industrielle dans la ville ?

Nous voudrions montrer au colloque de Montpellier l'importance de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) dans la bataille pour l'emploi et la formation générale des citoyens. La CSTI apporte, grâce à sa capacité à vivifier les activités traditionnelles et à les utiliser dans une vision prospective, une lecture du présent et une ouverture sur l'avenir.

Le développement de la CSTI offre un moyen de proposer aux jeunes non seulement des activités de loisirs mais également de leur faire découvrir des activités humaines pour orienter leur future vie professionnelle. Elle est également un moyen de rapprocher des générations sur des thèmes concernant la vie économique de la Cité.

LA BASE DE LA MODERNITE

Une longue tradition

La CSTI n'est pas récente : le CNAM et le Muséum d'Histoire Naturelle datent de la Convention, le Palais de la Découverte du Front Populaire en 1937, et son dernier avatar national la Cité des Sciences et de l'Industrie de 1986. Dans notre pays, il y a une longue tradition de développer cette culture dans les périodes critiques de notre histoire, soit pour reconstituer une industrie, soit pour renforcer les liens du pays avec la Science et permettre aux citoyens de prendre conscience des enjeux et de participer aux choix de société. Aujourd'hui cette culture redevient d'actualité, elle s'est enrichie du concept « industrielle ». Ici le mot « industrielle » est pris dans un sens très large : c'est la connaissance des activités économiques et le fonctionnement des entreprises. La CSTI accompagne le nécessaire rapprochement entre les citoyens et l'entreprise pour en faire les citoyens de l'entreprise.

Un élément majeur de la démocratie

Mais avant toute chose elle est une composante de la vie démocratique ; pas de participation au débat éthique sur l'utilisation des technologies et aux choix de société sans la CSTI.

Elle est également une composante d'égalité par le déclenchement de vocations, la connaissance et la découverte des métiers. Enfin par la multitude des acteurs : entreprises, organismes, chercheurs, syndicats, comités d'entreprises, associations, elle participe aux débats de société. La CSTI demande une forte décentralisation, les villes peuvent en être les acteurs. Enfin elle est le lien avec nos partenaires européens. Dernière remarque, le Gouvernement socialiste a beaucoup fait pour la CSTI : gros efforts financiers, prise de conscience politique, actions avec les milieux scientifiques et associatifs (Assises de la Recherche), reconnaissance du rôle de l'entreprise, lois Auroux et mise en place d'un Comité d'éthique.

Fondation Saint-Simon

Un moyen de lutter contre les exclusions

Les limites du système scolaire sont connues. De nombreux jeunes n'ont pas le niveau requis pour suivre les études proposées. Il s'en suit une société à deux vitesses. Par exemple dans le secondaire, les Projets d'Action Educatifs offrent une autre façon d'apprendre au contact des entreprises. La CSTI donne un moyen de faire sortir cet apprentissage de l'école grâce à une autre approche et un moyen de lutter contre l'échec scolaire. On est d'ailleurs frappé de la disponibilité des jeunes aux techniques modernes, manipulation de l'image, intérêts pour l'informatique, passion pour l'espace et l'astronomie. Il y a lieu d'envisager l'avenir avec confiance, d'éviter un trop grand décalage et de montrer que le savoir peut être un plaisir.

Une myriade d'actions

Pour montrer la formidable variété des actions nous allons prendre quelques exemples de réalisation de villes socialistes.

Les Centres de Culture Scientifique, Technique et Industrielle :

BOULOGNE : Centre international de la mer
LILLE : Centre régional de Villeneuve-d'Asq
POITIERS : Devenir
RENNES : CSTI

Les journées de ...
ANGOULEME : Journée des Remparts, Courses de voitures anciennes
MONTPELLIER : La Journée de la Chimie
POITIERS : Journée du jouet de pointe

Musées :
CONFLANS-ST-HONORINE : Musée de la Batellerie
LE CREUSOT : Ecomusée
THIERS : Musée de la Coutellerie
ROANNE : Exposition sur le textile

Technopoles :
ANGERS : les végétaux
MONTPELLIER : le pôle agronomie tropicale
NIEVRE : circuit de Magny-Cours et son lycée Technique
RENNES : la communication

Universités :
BESANCON : université ouverte

De nombreuses initiatives sont possibles : clubs de micro-informatique, associations, journées porte-ouverte d'entreprises, de lycées techniques et de laboratoires, congrès, expositions industrielles, actions des comités d'entreprise, conférences-débats avec projections audiovisuelles, etc... La CSTI a de nombreuses facettes, à vous d'en découvrir de nouvelles... et de passionner vos administrés.

Groupe « Science, culture et économie »

Coll. Fondation Jean Jaurès

LA MUSIQUE DANS LA VILLE... ET LES SOCIALISTES

La musique existe hors de la ville et se pratique sans que les socialistes interviennent ; pourtant ils sont concernés doublement. En premier lieu parce que c'est l'activité sociale du domaine culturel qui s'est le plus développée, en dehors de la télévision et de ses succédanés, au cours des deux dernières décennies, tout en restant une des pratiques artistiques dominantes du patrimoine culturel. En second lieu, parce qu'elle est l'activité culturelle, sous toutes ses formes : concerts, écoute médiatisée, pratique personnelle, la plus classante. Toutes les études sociologiques l'ont montré : « dis-moi qui tu écoutes, je te dirai qui tu es. »

La musique savante, classique, sérieuse, grande, quel que soit le nom donné, a comme support social les couches et classes sociales dominantes tant sur le plan économique que culturel, tout en bénéficiant d'un a priori favorable, manifesté par des formes de respect des classes sociales moins favorisées. Même si le Parti socialiste était un parti de classe au sens marxiste du terme, ayant en charge ou revendiquant la responsabilité de l'évolution de l'ensemble de la société, il ne pourrait délaisser la musique « savante ».

Ainsi donc, les élus municipaux ou candidats ont à gérer ou à prévoir de gérer cette contradiction qui n'est pas mince : les institutions et activités culturelles qui coûtent le plus cher aux habitants bénéficient le moins aux citoyens qui votent majoritairement pour eux. Il y a là un transfert social, à rebours de toutes les aspirations des socialistes vers plus de justice sociale.

La difficulté de ce contexte est encore accentuée par la redécouverte récente du poids propre aux structures et équipements urbains pour induire ou non un tissu de rapports sociaux facilitant l'insertion dans la société et a fortiori dans la cité des couches sociales défavorisées. Cette redécouverte est devenue phénomène médiatique avec les votes « LE PEN » ou avec les forts taux d'abstention des quartiers urbains les plus populaires. Ces votes ou refus de vote sont l'expression à la fois d'un rejet de la condition objective qui leur est faite et plus encore d'une absence d'espoir de changement de condition, personnel ou collectif. La désespérance de ces couches sociales entraîne le ghetto et la coupure entre deux sociétés, fermées l'une à l'autre.

Dans le domaine musical, ces couches sociales, regroupées par quartier, se manifestent différemment suivant les lieux, les âges, les origines, mais toujours exclusivement par de la consommation de chansons, variétés, rock ou de musiques traditionnelles.

Dans cette situation, les socialistes confrontés à ces contradictions sociales et culturelles peuvent et doivent agir sur les deux terrains de la contradiction : élargir sans cesse et systématiquement la base sociale de la musique savante, reconnaître et faciliter les pratiques les plus dynamiques des musiques populaires.

Il faut tout faire pour que musiques savantes et populaires puissent vivre côte à côte, se croiser, se suppléer, en un sens faire la « fête de la musique » au quotidien. S'il existait une recette pour élargir la base socioculturelle de la musique savante parions que la question serait résolue depuis longtemps ; c'est bien de l'ensemble d'une politique qu'il s'agit intervenant sur tous les plans : initiation à l'école , apprentissage dans les établissements spécialisés, insertion sociale du compositeur et de la création, diffusion vivante, diffusion par supports électriques.

Devant l'immensité de la tâche, chaque élu devrait se dire comme Malraux : « On ne m'a pas attendu pour ne rien faire pour la musique » ; en effet beaucoup a été fait, mais tout ou presque reste à faire, sauf à s'abriter derrière l'inaction des autres et en premier lieu de l'Etat.

L'initiation à l'école :

En l'absence actuelle d'instituteurs formés, il faut multiplier les interventions de professionnels préparés pédagogiquement, pour favoriser la création de chorales avec comme mot d'ordre : « une chorale par classe », créer des mobilisations scolaires (premier ou second degré) sur des créations préparées pendant des semaines ou des mois, accueillir dans les établissements des formations musicales amateurs de la ville (de toutes les musiques, de jeunes, d'adultes, d'élèves d'écoles spécialisées etc...).

L'apprentissage dans les établissements spécialisés, s'il ne veut pas se contenter de reproduire sa base sociale actuelle, doit viser à ce que les conditions économiques et géographiques soient modifiées : droits d'inscription modestes, bourses, prêts d'instruments, antennes pour les premiers et seconds cycles dans les quartiers populaires ou suburbains.

Au minimum le jazz et certaines musiques populaires devraient y être enseignées et pratiquées. Les pratiques d'ensemble seraient mises en avant par l'ouverture de l'établissement sur le quartier : concerts réguliers et fréquents (hebdomadaires),

© Fondation Jean Jaurès

sorties dans des établissements d'enseignement général, des hôpitaux, des foyers, des maisons de quartier etc...

La place visible faite à l'enseignement des adultes conforte l'ouverture sur la société. L'établissement est un centre actif d'enseignement , de création, de diffusion qui irradie sur l'ensemble de la ville.

A propos des établissements d'enseignement musical spécialisé, il est peut être utile de rappeler le rôle, la place des différents acteurs du projet :

- C'est aux élus de définir des orientations tenant compte de la population (des publics) dans le cadre d'une politique culturelle globale. Si le professionnel peut être un conseiller avisé pour cela, il ne doit pas utiliser sa compétence pour s'ingérer dans cette définition d'orientations.
- C'est aux professionnels de mettre en oeuvre les orientations définies. Si l'élu doit s'intéresser à cette construction, il ne doit pas utiliser sa responsabilité pour intervenir sur l'activité et la compétence professionnelle des acteurs.

La place dans la cité du compositeur et de la création en général passe par des mesures concrètes diverses qui visent toutes à ce que chaque institution, chaque groupe puisse créer de lui-même ou à partir d'un rapport suivi avec le compositeur professionnel. Le ministère a créé une procédure de « commande-mission » qui remplit ce rôle et peut être transposée pour la ville.

La généralisation de ce type de rapport permettra à la musique d'aujourd'hui de trouver son public et à celui-ci de vivre l'évolution d'un art et d'avoir un rapport désacralisé à l'oeuvre.

La diffusion vivante de la musique savante pour un public socialement élargi demande des efforts conscients et constants et soulève des difficultés techniques importantes. Amener dans les salles habituelles de concerts un nouveau public : quel responsable ne s'y est cassé les dents ! La recherche de ce public passe par le déplacement des musiciens dans les maisons de quartier, cinémas, églises, établissements scolaires, établissements commerciaux ou industriels, centres sportifs, toutes structures où les conditions acoustiques sont toujours insatisfaisantes, parfois vraiment mauvaises ; néanmoins, la recherche de solutions acceptables est presque toujours possible, de nombreux festivals l'ont démontré.

La préparation des concerts par des répétitions avec public, notamment dans des établissements scolaires, renforce les éléments énoncés plus haut. Les établissements du second degré, en particulier techniques (court et long cycle) constituent des cibles privilégiées pour une action à visée sociale. Les jonctions avec les formations non-professionnelles locales, entre autres chorales, confortent aussi le tissu musical de la ville.

La diffusion médiatisée ne dépend que marginalement des politiques des villes, encore qu'il existe des réseaux câblés pour télévisions locales, des radios locales vraiment libres (non liées à une chaîne) et des antennes de quartier des médiathèques centrales. Sur ces secteurs à dominante commerciale, toutes les actions mêmes marginales sont positives en ce qu'elles renforcent les avancées sur les autres terrains.

Un effort spécifique devrait être réengagé en direction des comités d'entreprise, des associations créées en liaison avec les syndicats dans toutes les grandes administrations (dépourvues par nature de comités d'entreprise). Les caractères systématiques et généraux de ces différents angles d'attaque doivent assurer au fil du temps un élargissement de la base sociale consommant de la musique savante en gagnant pour l'essentiel les couches sociales des salariés du tertiaire : cadres moyens, techniciens, employés qui, d'une part sont les plus sensibles aux phénomènes de la recherche de nouveaux loisirs et du mieux vivre et, d'autre part constituent la base d'influence et électorale indispensable à toute formation politique qui prétend être majoritaire dans la société française.

Reconnaître et aider les pratiques dynamiques des musiques populaires est l'axe le plus difficile d'une politique, non dans sa conception mais dans sa mise en oeuvre concrète. Les pratiques de ces musiques populaires connaissent une démarcation moins nette que pour la musique savante entre amateurs et professionnels. L'existence socialement reconnue de ces musiques passe avant tout par l'équipement de lieux de répétition convenables acoustiquement, bien isolés phoniquement ; les solutions techniques existent et ne sont pas très onéreuses.

Plus difficile est de localiser ces équipements : proches des lieux d'habitation pour des raisons évidentes de maillage social et néanmoins non susceptibles de causer des nuisances sonores. D'autres équipements plus centraux et plus sophistiqués, permettant les essais d'enregistrements sans lesquels ces musiques n'existent pas, facilitent les confrontations entre groupes, les comparaisons entre vrais amateurs et semi-professionnels. Enfin des petites salles permettent la reconnaissance du public des amis, des copains et inconnus aussi.

Des manifestations publiques organisées par les services culturels municipaux ou autres, projettent plus loin l'affirmation de reconnaissance collective,

cheminement, par la dignité reconnue d'une pratique culturelle, vers l'insertion sociale.

Les forums, rassemblements de toute sorte, sont des moments forts indispensables, néanmoins complémentaires d'apparition des meilleurs de ces groupes dans les établissements scolaires, généraux ou spécialisés d'enseignement de la musique et autres lieux publics.

Les autres pratiques traditionnelles : essentiellement harmonie, fanfare, chorale, ou moins traditionnelles comme les orchestres ou les ensembles de musique de chambre connaissent un phénomène important de renouvellement et demandent aussi pour se développer la mise à disposition de lieux où répéter, se former, se produire.

En conclusion, la pratique, la consommation musicale sous toutes ces formes n'institueront pas le peuple démocrate, uni et heureux que certains pourraient souhaiter mais elles peuvent aider à constituer, reconstituer ou renforcer la trame du tissu social, tout en valorisant une forme d'expression artistique dont les socialistes pourront être fiers d'avoir été les meilleurs promoteurs.

Groupe « Musique »

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LA LECTURE DANS LA VILLE

Les pouvoirs publics, et plus particulièrement municipaux, peuvent se féliciter qu'une politique volontariste de la lecture publique ait porté se fruits. Il est indispensable de poursuivre l'effort et non moins indispensable de relier le développement de la lecture publique à l'existence, la persistance voire le développement d'un bon réseau de librairies.

L'importance de la librairie dans la ville n'est pas toujours perçue à sa juste valeur. On se contente parfois de quelques points de vente sans apprécier d'une part, que l'offre de lecture passe d'abord par la librairie, même en ce qui concerne la lecture publique et que cette offre doit être aussi diversifiée que possible (théoriquement, on peut considérer qu'une ville de 10.000 habitants possède plusieurs maisons de la presse, une librairie générale et plusieurs librairies spécialisées, et nous sommes souvent loin du compte) ; d'autre part, que le libraire est ou doit devenir **un interlocuteur culturel** à part entière.

La librairie est souvent le premier endroit où l'on cause. Dans certaines villes, la librairie reste un creuset vivant et la liaison municipalité/librairies -si elle n'est pas évidente- peut s'avérer fructueuse.

Ces principes affirmés, la situation de la librairie est fort inquiétante. Pour Patrice CAHART *(Le livre français a-t-il un avenir ?* Documentation française) c'est « le maillon faible » de la chaîne du livre.

Il est certain que la situation de bonnes et belles librairies -particulièrement de librairies de fonds- est aujourd'hui dangereusement précarisée. Inutile de s'étendre sur les menaces qui pèsent sur une profession qui, bien que toujours attrayante, devient si risquée qu'elle n'attirera bientôt plus que les idéalistes militants ou/et rentiers. Mais il est urgent de rendre nos élus conscients du désastre culturel que constituerait un effacement de la librairie. Abandonnons les idées toutes faites qui lient encore -de moins en moins heureusement- commerce et rentabilité à médiocrité. Dans le cas du livre, cet axiome facile est particulièrement mal venu.

Un réseau de librairies fort est le premier, et le seul garant, d'une lecture accessible, riche et diversifiée. La lecture publique se fournit où ? Chez le libraire, et l'édition mesure ses efforts à la vitalité de la librairie. C'est un pouls sensible et grâce auquel on peut espérer voir vivre encore un éventail d'éditeurs, du plus spécialisé au plus généraliste, du plus « petit » au plus tentaculaire.

On parle du déclin de la lecture, faisons-y face en maintenant notre réseau de librairies. Il faut donc les aider.

Aides directes : on peut en repérer plusieurs.

• Aide immobilière :

Il est de plus en plus difficile pour un commerce qui n'est pas de rentabilité immédiate, de se maintenir dans les centres villes et, cependant, c'est essentiel.

Une politique d'allégements fiscaux, de prêts immobiliers est à considérer. Il n'est pas question, naturellement, de l'attribuer n'importe comment mais d'abord de bien faire la différence entre points de vente, maisons de la presse et librairies ; ensuite, de distinguer, selon les cas, les libraires qui ont un fonds -ce qui représente toujours un effort financier considérable : les librairies à thème et celles qui remplissent une sorte de pacte social (spécialisées jeunesse, par exemple)- et de moduler les aides en conséquence.

• Politique d'achats :

Les collectivités, souvent affriolées par la perspective d'une remise de 33 % que sont prêtes à consentir certaines grosses maisons ou chaînes pour avoir la clientèle institutionnelle et collective, ne vont pas chercher plus loin. Il est bon de rappeler que si cette entorse à la loi sur le prix unique du livre (loi Lang) est prévue dans les textes, ce n'en n'est pas moins une entorse. Pour une économie minime, les pouvoirs publics mettent leurs oeufs dans le même panier, perdent la confiance d'électeurs influents et peuvent, dans le pire des cas, mettre en péril l'existence de jeunes et sympathiques lieux de culture.

On ne saurait trop conseiller aux élus concernés de défendre ce dossier et d'accepter de n'avoir que 15 % voire 20 % de remise mais de diversifier leurs achats. Ce serait un ballon d'oxygène bienvenu et fort apprécié.

• Dans les détails, on pourrait envisager des interventions partielles mais intéressantes. Le livre doit circuler, les pouvoirs publics doivent en tenir compte, en disposer, le proposer. Il n'est pas pensable de revenir à une formule du genre : le cadeau de livres aux jeunes mariés (ce qui se pratique encore, parait-il, dans quelques municipalités de la côte ouest !).

En revanche, il serait bien reçu que les mairies aient un système de chèques livres -choix libre, ouvert, risqué (?)- pour marquer tel ou tel événement de la vie publique ou privée.

Aides indirectes :

Pour faire du libraire un interlocuteur culturel à part entière, il convient de le faire participer de façon active aux événements culturels de la ville. L'information du libraire est capitale et, selon les cas, il pourrait être intéressant dans certaines communes de voir naître, à l'initiative de l'Adjoint à la Culture, des bibliothécaires, d'un président d'association ou de tout autre agent culturel, une petite cellule d'information, voire de réflexion extra-municipale, réunissant les « acteurs » du livre et permettant, en outre, de tenir le libraire au courant à l'avance des projets (fêtes, foires du livre mais aussi PAE, colloques, etc), ce qui lui permettrait par exemple de se réassortir à temps.

Ces petites structures existent, naturellement. Nous ne prétendons pas innover en la matière mais simplement attirer l'attention des élus sur les diverses procédures qui permettent d'intégrer au mieux le libraire dans la vie de la cité.

Groupe « Livre-Lectures »

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LES COMMUNES ET LEUR PATRIMOINE

Le patrimoine n'est pas la première préoccupation des municipalités : élément de prestige certes, mais aussi charge obligée, il est rarement synonyme de vie et support d'une action politique, d'autant qu'une connotation droitière y demeure attachée malheureusement.

Cependant, à la lumière d'actions d'entreprises ces dernières années ainsi que de réflexions plus récentes, d'autres perspectives peuvent être envisagées.

Une charge ou un atout ?

Souvent les communes considèrent leur patrimoine bâti comme une lourde charge. Il est vrai que, si elles ne supportent que le quart de la charge globale de conservation alors qu'elles sont propriétaires de 60 % des monuments protégés, leur effort est beaucoup plus grand en ce qui concerne le patrimoine non protégé et surtout cette charge est très inégalement répartie -au hasard de la richesse créative passée des régions et des destructions ultérieures-, et souvent disproportionnée en regard des capacités budgétaires des petites communes.

Pourtant, la plupart des communes ont compris que leur patrimoine était aussi un atout touristique important et qu'il convenait de le conserver et de le valoriser au mieux. Une présentation agréable, un éclairage bien pensé, la création de circuits de découvertes, l'association des chauffeurs de taxis à une première initiation des visiteurs à la découverte des lieux et monuments, voilà un certain nombre d'actions, petites ou grandes, qui ont permis de développer un tourisme patrimonial intelligent et attrayant, avec des retombées immédiates sur d'autres secteurs d'activités.

Mais la prise en compte du patrimoine va bien au-delà et pose d'autres questions : la visite des monuments, dont la fréquence s'accélère, est-elle compatible avec une conservation et une restauration récente et soignée ? L'exemple ultime du déferlement des visiteurs à Versailles qui détruit à vue d'oeil trente années de restauration doit nous faire réfléchir sur la contradiction de ces deux exigences, valoriser et restaurer, et modérer les soucis légitimes de mise à la disposition du public. Sans doute faudra-t-il dans certains cas définir un seuil critique de visites et reporter le flot des visiteurs vers d'autres monuments intéressants mais négligés. Cette question ne se pose pas encore dans la plupart des villes de France ; seule une exploitation plus intensive de notre « gisement » culturel patrimonial demanderait qu'elle soit généralisée.

La réutilisation des bâtiments suscite des interrogations : si des solutions traditionnelles, culturelles, sont admises, peu de propositions sociales et commerciales -toutes garanties de conservation étant données par ailleurs- sont envisagées. N'est-ce-pas cependant la meilleure manière d'insérer un bâtiment dans le tissu vivant de la cité que de lui redonner une fonction dynamique ? Outre la justification de dépenses de restauration élevées, elle permet aussi une réappropriation du passé par une population plus large.

Car en définitive, c'est le regard que les habitants portent sur leur ville qui est le meilleur atout de réussite d'une politique patrimoniale. L'attachement des citadins à leur passé, leur fierté de beffroi ou de clocher, leur volonté de se trouver des racines, en font un élément politique -et pas seulement électoral- essentiel, structurant une communauté qui s'accroît d'apports extérieurs ou fidélisant une population qui s'étiole.

Une gestion du temps à la mesure du Patrimoine

Il est de règle de considérer que le Patrimoine se situe par définition dans l'Histoire, mais en quelque sorte hors du temps. Mettre quelques années de plus que prévu pour restaurer une cathédrale n'est pas considéré comme une catastrophe, tout au plus comme une fatalité. Les lenteurs des différents services concernés, d'Etat ou locaux, font l'objet de récriminations légitimes car elles compliquent les gestions financières et ne s'insèrent pas toujours dans une programmation d'inaugurations. Elles pourraient être sûrement réduites ; mais il faudrait y porter une attention précise et une réelle volonté de changer pratique et moyens.

Des pratiques récentes dans le domaine de l'archéologie soulèvent cependant certaines questions. L'étoffement des services d'archéologie a permis une préservation beaucoup plus grande du patrimoine antique et médiéval enfoui. Mais la réalisation de cartes étant encore très fragmentaire, l'essentiel des interventions se font sans programmation préalable, de façon fortuite, en général à la suite de l'ouverture d'un chantier de construction dans le centre ville. Il s'agit d'interventions d'urgence, mais dont l'accélération est fonction du nombre des intervenants : il faut donc faire appel à des équipes supplémentaires temporaires dûment encadrées par les spécialistes.

Pour supporter ces frais inopinés, les Directions des Antiquités font appel aux propriétaires des chantiers et leur proposent soit d'attendre le temps nécessaire pour que la fouille de sauvegarde soit terminée gratuitement par l'Etat, soit de financer des équipes supplémentaires pour accélérer la reprise du

Fondation Jean-Jaurès

chantier. Les municipalités sont souvent directement concernées et ont tendance à crier, comme les propriétaires privés, au chantage. Pourtant, la position des services de l'Etat est juridiquement et moralement solide : il s'agit de préserver une ressource d'intérêt général non renouvelable, la connaissance de notre passé. Quel prix la collectivité est-elle prête à payer pour y participer ou simplement pour accélérer un autre chantier tout aussi indispensable ?

A l'autre bout de la chaîne du temps, la prise en compte d'un patrimoine contemporain récent devrait être plus fréquente. Il s'agit de bâtiments qui témoignent d'une époque et qui ont une qualité architecturale évidente, même si elle heurte certains critères de l'esthétique traditionnelle. Il est sûr qu'une protection accélérée de ce type de patrimoine au sein des COREPHAE aurait une valeur symbolique, pédagogique et incitative. Mais les villes doivent aussi prendre une responsabilité accrue dans ce secteur. Ce passé immédiat n'est pas un monde abstrait puisque les fils qui nous relient à lui sont encore visibles ; ce n'est pas un monde à part, réservé à une élite instruite, puisque beaucoup se souviennent encore de sa construction et que son fonctionnement initial est encore opérant. Il est un jalon vivant pour notre rapport au passé et un repère immédiat dans un espace socialisé.

Une prise en charge globale des questions de la Cité

L'attention portée au Patrimoine industriel et technique peut recéler une même dynamique en réconciliant l'homme d'aujourd'hui avec son présent, en le fortifiant pour aborder les mutations accélérées de cette fin de siècle. Il ne s'agit pas là seulement de reconstituer un passé définitivement perdu, mais d'accélérer cette prise de conscience : des mutations ont déjà eu lieu dans le travail, dans les rapports sociaux, elles ont été parfois douloureuses mais il en est sorti de nouveaux acquis. Elle permet aussi une résonance de cette mémoire ouvrière d'un monde solidaire qui nous est précieuse. Elle nous relie aussi des pratiques économiques et techniques qui doivent être aujourd'hui constamment présentes dans notre réflexion et notre action.

Enfin, le patrimoine peut constituer un appui pour une politique de réinsertion sociale qui est le souci primordial des municipalités socialistes. Certaines collectivités, en majorité rurales il est vrai, ont, avec les Missions locales, définit des programmes d'entretien de l'environnement et du petit patrimoine bâti, allant jusqu'à définir une qualification d'agent d'entretien qui pourrait aboutir à un CAP.

Il est sûr qu'un entretien régulier des bâtiments mêmes protégés (surveillance de la toiture, curage des gouttières...) permettrait d'éviter bien des travaux lourds de restauration. Cette activité pourrait assurer des fonctions d'utilité publique sociale et entraîner la création d'emplois nouveaux, de difficultés réduites donc accessibles prioritairement à des personnes peu qualifiées. Leur financement pourrait être mis en balance avec la réduction des travaux de restauration qu'ils entraîneraient.

Le Patrimoine ne doit pas être considéré comme un frein au développement des communes, ni seulement comme une charge pour la collectivité. En le considérant aussi comme un élément économique ou comme un facteur de cohésion sociale et sans attendre, comme on le fait trop souvent dans ce domaine, que l'Etat prenne les initiatives, les communes pourront y trouver un élément de dynamisation de leur action et une valorisation de leur image.

Groupe « Patrimoine »

Coll. Fondation Jean Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

CONCLUSION

POUR UNE CULTURE CRITIQUE

par Max GALLO

Une remarque d'abord :« Ne nous faisons pas d'illusions, on ne décrète pas une grande poussée culturelle, on ne la décrète pas, même avec les meilleures lois du monde, avec les meilleurs structures du monde, même avec les meilleurs rouages ministériels, municipaux.

Et il faut être réaliste et modeste, nous ne devons ne pas créer d'obstacles supplémentaires à l'expression des artistes, en les satellisant à des élus, en en faisant des hommes-liges, en créant des obstacles administratifs.

L'expression d'une création de qualité en relation avec une pensée critique, avec les réalités concrètes d'une ville ou d'une nation, cela ne se décrète pas ; c'est en rapport avec le mouvement général.

Dès lors, l'essentiel doit être ,il me semble, de contribuer à la vie, à ce que ce mouvement général dont la culture est à la fois source, aspect, conséquence, notre tâche première de politique de Socialistes et d'hommes de culture, surgisse.. De le susciter par un certain nombre de réflexions qui ne se résument pas à des termes d'organisation. Quelqu'un a demandé « pourquoi des colloques ? A quoi ça sert ? » et c'est vrai qu'il faut poser cette question , à la fin d'un colloque très réussi, à la fois quant au niveau des interventions, et quant aux problématiques qui ont été posées . Il faut replacer la dimension culturelle et créatrice dans sa vérité qui est un jaillissement des mouvements à la fois individuels et sociaux.

Puisque nous sommes dans l'année du Bicentenaire, on pourrait faire un long discours précisément sur ce Bicentenaire. Le bouillonnement culturel qui se produit au XVIIIème siècle, n'a pas été décrété : il accompagne, il créé ses propres structures, il en fait naître, il en rend d'autres obsolètes. Malgré le Bicentenaire, nous voyons bien que s'il n'y a pas ce mouvement, ce tressaillement dans les profondeurs. Notre question est « pourquoi ce tressaillement dans les profondeurs ? Existe-t-il ou n'existe-t-il pas ? Comment faut-il le susciter politiquement ? Par quel type de politique? » Et bien entendu pas uniquement et pas fondamentalement par des types de politique culturelle, et vous avez bien vu qu'a des moments donnés, il y a de grands absents dans nos débats, parce que la culture dans cela veut dire : la politique des sols, c'est-à-dire affronter les intérêts économiques, avoir telle ou telle politique fiscale, et ce sont là les soubassements fondamentaux de la politique culturelle.

Je crois que même si nous sommes des « cultureux », ou des socio-culturels, ou des créateurs, nous ne devons pas oublier cela.

Quant aux grands mouvements qui ont eu lieu et dont nous sommes témoins, Vilar, l'explosion théâtrale, à la fois, dans le domaine de la littérature française, Sartre, etc... ils sont à l'évidence le produit de ce mouvement qui commence au cours des années 30, qui s'exprime en 36 et qui débouche finalement dans les années 44 avec Vilar, avec le Festival d'Avignon, et qu'après la nouvelle poussée qui accompagne le mouvement de la Gauche dans les années 60/71 et jusqu'en 1981, avec aussi sa rénovation et ses obscurités, ses handicaps.

Nous sommes dans un moment où la question fondamentale pour le renouveau , réellement culturel, c'est la question du mouvement de toute la société. Et donc, comme nous sommes aussi des militants politiques, nous ne devons pas perdre cela de vue.

Quelqu'un (je crois que c'est un artiste plasticien) a posé la question « vous parlez de culture, mais on n'a pas définit ce que c'est que la culture ».

Nous pouvons dire de façon tout à fait prudente en matière de culture qu'il y a plusieurs activités humaines, et que ces activités humaines ont toutes une histoire. Il y a une histoire de l'architecture, il y a une histoire de la littérature, il y a une histoire de la sculpture, il y a une histoire de la peinture etc.. Et que ces histoires des différentes activités culturelles, elles relèvent de la connaissance, et que de ce point

de vue-là, nous sommes sur un terrain solide, c'est-à-dire que l'on peut apprendre - et c'est la responsabilité de l'Etat, c'est la responsabilité de l'école, c'est la responsabilité des enseignants, sans se préoccuper de savoir ce que c'est que la culture, d'enseigner une série de pôui définissent précisément une histoire de chaque discipline culturelle.

Cela nous pouvons le faire, en dehors de savoir si tel ou tel est ou n'est pas un grand artiste.

Deuxième élément dans la culture, c'est qu'elle est aussi la pratique d'une série de techniques, que ce soit les techniques de la sculpture, de la peinture ou de l'écriture ou de la musique . Et que cela aussi, sans nous soucier si nous donnons la parole à des génies, si nous sanctifions tel ou tel artiste-totem, cela nous pouvons l'apprendre et nous devons l'apprendre, et le faire apprendre, de manière égalitaire, en multipliant les lieux de formation, à la fois pour la connaissance de l'histoire des secteurs culturels, et pour l'histoire aussi des techniques.

Enfin, la culture c'est aussi une relation sociale qui doit donner à l'individu qui possède à la fois cette histoire qu'il a acquise, qu'on lui a enseignée, cette histoire des pratiques qui doit donner une activité créatrice, que ce soit celle d'écrire pour soi, de jouer d'un instrument et qui en tous cas doit lui permettre de comprendre mieux quelles sont les régles de fonctionnement de la société. C'est-à-dire que par exemple, et de manière un peu polémique, mais c'est dans l'actualité, la culture c'est comprendre les mécanismes boursiers, ce qui suppose la connaissance de l'économie même, de ses pratiques et la compréhension de ce qui se passe .

Dans certains cas, cette relation sociale lucide, critique - par critique je veux dire lucide de ce qui se passe et non passive- aboutit à la création. Et là nous entrons dans une grande bouteille ouverte : la création. Et ce n'est là ni à l'élu, ni à l'Etat, ni à un Ministère de la Culture, mais à des critiques qui sont reconnus - quelle est leur valeur, on ne sait pas - mais aussi au marché, et surtout au public qui est d'autant plus fort qu'il possède l'histoire, qu'il a pratiqué la création, qu'il a un regard critique, qu'il a des lieux où il peut voir ces créations .C'est au public de donner la sanction et de dire « tel ou tel créateur est grand ou n'est pas grand ». Et là les politiques ne doivent pas intervenir, alors qu'ils doivent intervenir dans tous les autres secteurs : formation aux techniques, apprentissage de l'histoire, création de lieux pour permettre à ceux qui créent de se montrer.

Voilà pour ce qu'est la culture.

Mais une fois cette définition posée,qu'on peut discuter, évitons toujours entre nous, et d'ailleurs dans n'importe quelle discussion quand on parle culture, créateurs, artistes, de rester dans le vague. Quand on dit histoire d'une discipline, quand on dit apprentissage d'une technique, quand on dit lieu de présentation d'une oeuvre, nous sommes sur des terrains solides sur lesquels nous pouvons nous rencontrer.

Dans quelle situation culturelle générale nous situons-nous ?

Beaucoup a été fait de 1981 à 1986. A l'évidence, en ce qui concerne le cinéma, le prix du livre. Beaucoup a été fait et le fait que la culture, ce mot, est entré comme cela dans la société, comme quelque chose de très important. D'ailleurs, le budget était là pour le marquer, et beaucoup a été fait aussi dans le même temps par les villes depuis 1977 Montpellier en est un exemple évident et tout à fait spectaculaire. D'autres villes aussi ont fait cela.

Cela correspond bien entendu, ce mouvement à la fois, du Ministère, des élus socialistes, à cette poussée sociale, à ses modifications.

Simplement après cet aspect positif indiscutable, je crois que la situation est beaucoup plus contradictoire que ce bilan positif.

Elle est contradictoire. Sauf villes exceptionnelles, est-ce que nous avons vraiment, nous, Socialistes, dont c'est la préoccupation, labouré dans le non-public. Est-ce que vraiment nous avons modifié en profondeur les équilibres entre ceux qui accèdent à la culture, et qui sont une minorité - quelqu'un le rappelait hier - et puis tous les autres ?

Je n'en suis pas convaincu parce que même s'il y a à la marge des augmentations quantitatives, ces augmentations quantitatives elles ont un côté « ombre ». Par exemple le Festival d'Avignon c'est pour moi tout à fait indispensable, et il faut qu'il soit maintenu et peut-être est-il menacé aujourd'hui, en tous cas dans son organisation actuelle, ce qui est un vrai problème, et ce qui pose le problème des fonds publics, etc..... en tous cas c'est effectivement une activité de masse, et c'est en même temps une activité élitiste. Quand on dit 200.000 personnes, c'est très positif, nous avons gagné 20.000 visiteurs par rapport à l'année précédente : soit. Mais, et j'ajoute que cela a un effet de germe pour l'ensemble culturel, mais en échange nous avons la télévision, et aujourd'hui on ne peut pas parler de politique progressiste, humaniste, de culture, si on ne parle pas de ce qui est véritablement l'océan dans lequel s'engloutit 90 % du temps de libre des Français dans leur grande masse, c'est-à-dire la télévision.

Notre préoccupation, elle est, d'une certaine manière, et je ne renvoie pas ce que nous avons fait à l'inutile, mais d'une certaine manière, elle est margi-

nale. Nous sommes contraints, et nous avons raison de nous attacher à développer tous ces secteurs élitistes, parce qu'ils ont, je le répète un effet de ricochet, de germe, de génération et en même temps nous voyons se mettre en place à l'échelle de la France et à l'échelle de l'Europe de façon encore plus nette, une masse, une deuxième culture - vraiment une culture qui a un aspect dual.

Aujourd'hui on parle de culture européenne, on parle de réseau de villes européennes, on a tout à fait raison, et l'Europe c'est à la fois les Etats-nations, et d'autre part les villes. C'est effectivement probablement sur ces deux piliers, plus que sur la région à mon avis, que l'Europe peut se construire. Mais la civilisation européenne en terme de culture, qu'est-ce que c'est aujourd'hui ?

320 millions d'Européens, qui, à 90 % ont en commun une culture télévisuelle qui est faite de téléfilms américains. C'est cela la réalité. Alors bien sûr, nous avons le Festival de Bayreuth, nous avons la 7, nous avons un certain nombre de projets de chaînes culturelles, mais cela ne fait que conforter, et c'est à la fois un piège et un alibi, le fait que le reste, si on ne le touche pas, c'est cela la réalité.

Et pour moi, le symbole a été, je l'ai déjà dit ailleurs, le symbole des contradictions de la construction européenne, et très franchement, du scandale de la construction européenne en terme de culture, cela été que la même semaine, où l'on célébrait le trentième anniversaire du Traité de Rome, avec des éclats d'émotion dans la voix, le Ministre aux Affaires européennes disait « c'est la culture » - on citait comme hier Jean Monnet ; c'est par la culture qu'il fallait commencer, etc... la même semaine, avec la même unanimité, on signait le contrat d'Eurodisney Land. Je n'ai rien contre Disney, mais je dis qu'en matière de civilisation européenne, abandonner quelques dizaines d'hectares pour que l'imaginaire des enfants et de générations soit produit par autre chose que la culture européenne, c'est un acte d'abdication.

Est-ce que nous n'avons pas dans notre potentiel culturel, dans notre histoire nationale, européenne, suffisamment de mythes pour bâtir un parc de loisirs. Les Allemands l'ont fait, d'autres l'ont fait.

Donc quand on parle de civilisation européenne, là aussi, je vous invite au réalisme et à la lucidité, et c'est pour cela que je parle de contradictions dans notre tableau positif. Contradictions : je ne reviens pas sur la normalisation, sur l'industrialisation, mais là il y a un mot qu'il faut prononcer, il a été prononcé hier par Jean Pierre Vincent, c'est le rôle de l'argent, c'est-à-dire le rôle du marché.

Et je crois qu'à partir des années 80, et la responsabilité du Ministère de la Culture n'est pas en cause, car c'est une dialectique sur laquelle il a flotté comme tous les autres groupes sociaux et comme tous les individus,

la culture est devenue un objet de marché, c'est un objet de consommation c'est un objet où l'on doit investir parce qu'il y a des profndustriels, culturels, et de la télévision, etc... et des secteurs qui échappaient partiellement, et c' était aussi un facteur d'archaïsme, mais en même temps c'était un facteur d'indépendance, les deux en même temps. Les secteurs qui échappaient à cette logique du marché ont été totalement subvertis par la logique du marché.

Je connais le domaine des livres ; il est clair que malgré la mesure très positive du prix obligatoire du livre, par un jeu de constitution de clubs de livre mais on est entrés vraiment dans l'industrialisation, c'est-à-dire d'une certaine façon dans la normalisation.

Et il faut réfléchir, et je crois que cela doit être un des fruits de notre colloque, à comment non pas nier ces réalités, qui sont celles d'aujourd'hui - c'est comme cela, il y a des clubs du livre, ils ont cinq millions d'adhérents, il faut savoir, comme à l'égard des réalités d'aujourd'hui, bâtir des procédures qui sont politiques et économiques, pour utiliser cela afin de promouvoir autre chose.

Je crois que ces problèmes-là sont réels, qu'ils sont des ombres sur la situation culturelle.

Deuxième point sur la situation culturelle : je vous ai dit en commençant qu'on ne pouvait pas séparer la question culturelle des mouvements généraux.

Je crois en effet que cela renvoie - j'ai commencé par la culture, puisqu'on s'occupe de la culture , la politique et la ville - à une situation historique dans laquelle nous vivons, c'est-à-dire dans laquelle, contrairement à ce qui se passait il y a une trentaine d'années, ce ne sont pas simplement les secteurs culturels protégés qui sont désormais totalement engloutis par la logique du marché. Je crois que la logique du marché a tendance à engloutir toute la société, et tous les individus. Alors qu'il y avait, parce qu'il y avait une civilisation rurale, des zones qui étaient aux marges du fonctionnement du marché, des zones qui restaient dans leur petit ghetto - sans aspect péjoratif - dans leurs zones de civilisation non prises en compte par le marché.

Et la logique du marché quand elle se déploie, d'autant plus quand elle est sauvage, quant il s'agit d'un marché sauvage comme on le voit aujourd'hui , a tendance à émietter l'individu, à détruire les idéologies qui la contestent , et d'autre part à détruire aussi, - et c'est pour cela qu'il est vrai qu'il y a d'une

certaine manière une crise des associations-, les médiations, les secteurs qui sont la représentation de la société.

Et s'il y a une représentation de la société par les stars, si Yves Montand ou Christine Ockrent c'est mieux que les hommes politiques, ce n'est pas la faiblesse des hommes politiques qu'il faut mettre en cause. Les hommes politiques sont des gens de valeur qui ont peut-être dans l'ensemble l'intelligence la plus grande de la complexité de la réalité. Mais, simplement, Ockrent ou Yves Montand sont désormais des objets du marché, et que la crise des représentations politiques est à mettre en rapport avec le fait que les représentations politiques, sauf quand elles sont individualisées sous forme de stars, se « vendent » moins bien sur le marché de consommation des images parce qu'il s'agit d'un marché.

Le moment le plus symbolique de cela ayant été donné quand pour faire une prestation politique, Yves Montand a demandé 800.000 Frs. C'était le signe parfait, exemplaire, de cette conjonction entre la star, un discours politique tenu par la star, et en même temps le salaire qui lui était versé et dans la logique du marché ce n'est pas contestable et cela se pratique couramment dans d'autres pays.

Je crois que c'est pour cela qu'il y a une crise des représentations politiques, syndicales et culturelles.

Le citoyen qui est de plus en plus isolé. Il n'est plus sur un lieu de travail collectif, mais se retrouve dans un grand ensemble urbain, où c'est sa seule collectivité, et en même temps ce n'en n'est pas une - ce n'est plus une collectivité de production, ce n'est plus une collectivité de représentation-, quand il n'y a pas de Maison pour Tous, quand il n'y a plus de salle de cinéma, c'est simplement un « clapier » de qualité plus ou moins grande, mais dans lequel il est isolé.

Le citoyen a le sentiment de n'avoir plus aucune prise sur la réalité, ni sur sa propre vie, ni sur la réalité sociale ni sur la réalité politique de l'ensemble, et naturellement, il se réfugie à l'égard de toutes les représentations qui restent, il se réfugie dans ce que j'appellerai la défiance passive. Il s'abstient, il ironise, il se désintéresse et soyons clairs là-dessus, soyons lucides, c'est effectivement une pente forte de l'évolution de notre société.

Il y aura un autre type de société duale, c'est-à-dire que nous retrouverons d'une manière totalement aberrante le suffrage sensitaire dans lequel il y aura des gens qui seront à la fois les plus instruits, les plus nantis, les plus participants à l'activité politique, et de l'autre côté, nous aurons les moins nantis, les moins instruits et les plus abstentionnistes, les moins en prise avec la réalité.

Je crois que si l'on a la conviction que c'est cela le cadre général, cela donne encore plus d'importance en retour à la question des idées, c'est-à-dire à la question de la culture. A la question de la culture, mais pas n'importe laquelle, ni n'importe quel rapport entre le citoyen et la culture, mais ses rapports avec la société, à travers sa compréhension de la société.

Le rappel par quelqu'un comme Jean-Pierre Vincent de mots comme « pédagogie », les interventions, le nom de Vilar ici et là, le succès de réunions, même le succès de ce colloque, de réunions dans le cadre du cercle Condorcet, des réunions que nous faisons, dès lors qu'elles ne sont pas directement liées aux représentations politiques, le succès de ces réunions montre bien que nous sommes à un moment d'inflexion, et que le problème est de savoir si cela va basculer dans la description que je vous faisais, ou si au contraire, et j'ai bon espoir parce que je crois à la réalité d'une histoire française et de certaines de ses tendances lourdes,- ou si nous allons retrouver précisément un nouveau ciment, un nouvel élan.

C'est donc si nous avons un dessein culturel, un projet culturel réel que nous pouvons aider à recomposer cette société qui s'émiette sous la poussée du marché.

Je crois que le premier travail, et c'est apparu dans nos différentes interventions, est de maintenir hors des contraintes du marché, hors des logiques du marché, des espaces. Des espaces dans lesquels le marché ne sera pas la force dominante et la force première. Cela ne veut pas dire que nous ne nous reconnaissions pas le rôle décisif du marché, par ailleurs. Mais cela veut dire par exemple, et cela c'est la responsabilité à la fois des élus et à la fois de l'Etat, c'est-à-dire du Gouvernement, présidé par un Socialiste,dans le domaine du service public de la Télévision, de laisser en place le mécanisme tel qu'il existe, avec TF1, avec d'autres chaînes privées, et en même temps de bâtir réellement un service public qui échappe aux contraintes du marché. Par exemple qui n'ait pas de publicité.

On peut discuter, on peut dire « mais la publicité c'est un mode de test pour l'Audimat, pour les relations avec le public »; tous les spécialistes vous diront : dès que vous introduisez le système publicitaire, le financement par la publicité, vous instituez en même temps la dictature à l'audimat pour vendre des espaces. Et vous détruisez par là-même la spécificité du service public. Il suffit d'ouvrir aujourd'hui les chaînes de télévision.

Donc garder des espaces, et cela est la responsabilité de l'Etat, hors de la contrainte du marché. Cela me paraît décisif : service public ; et dans les villes évidemment, c'est décisif.

En ce qui concerne maintenant plus précisément les villes, je crois nous n'avons plus à démontrer - que nous n'avons plus à démontrer que nous savons gérer, être souvent plus efficaces que la droite.

Nous savons avoir un art lyrique, nous savons avoir des troupes théâtrales, nous savons. Cela relève à la fois d'une volonté, politique volontariste , cela relève de la capacité de faire sauter des obstacles administratifs, d'avoir une intelligence, par exemple, en ce qui concerne les programmations de salles de cinéma.

Tout cela est compliqué, est problématique au plan des financements, c'est chaque fois un défi, mais il me semble que nous savons le faire et que nous devons continuer à le faire de mieux en mieux, parce que , effectivement, c'est à la fois la fierté d'une ville, la mémoire d'une ville, c'est la reconnaissance par les habitants de la ville de leur propre identité, et c'est donc la cohésion de la ville.

Je crois que dans les années qui viennent, si nous voulons que les créateurs que nous invitons dans les villes, que nous payons, soient à la fois libres et responsables, cela veut dire que nous reconstituions réellement une trame de citoyens.

C'est-à-dire qu'un artiste ne peut être responsable, ne peut avoir le sentiment de responsabilité que s'il est mis en contact direct, permanent , non pas seulement avec un public mais avec un public exigeant qui dialogue avec lui.

Un écrivain peut avoir des lecteurs, et tant mieux s'il en a. Mais quand il rencontre des lecteurs, que cette rencontre est presque institutionnelle, autrement dit, il fait ce qu'il veut, et ensuite il rencontre parce qu'il y a des lieux pour cela : une bibliothèque, un festival et pas seulement pour signer des livres, mais pour dialoguer avec les lecteurs qui lui disent « mais pourquoi vous avez écrit cela, pourquoi vous dites cela, pourquoi dans vos livres on ne parle jamais d'argent, par exemple ? pourquoi la société française est si peu présente dans le roman français ? »

Je crois que c'est quand on réussi à casser, pour l'écrivain, le cercle de la critique complaisante, et même du public, et qu'on introduit la relation entre ce qu'il fait et qu'il est libre de faire comme il veut, et ceux qui sont non pas ses consommateurs, mais ceux qui dialoguent avec lui, qui vont s'inspirer de lui, c'est à ce moment là que lui se sent investi d'une responsabilité plus grande, qu'il peut avoir par ailleurs, mais d'une responsabilité plus grande qui le place précisément en situation de dire « mais c'est vrai, je n'écris pas seulement pour moi, mais j'écris aussi parce que je veux des lecteurs, et après tout quel est l'effet de mon travail sur les lecteurs ? »

Et c'est la fonction des politiques, dans le cadre d'une ville, d'établir des contrats clairs avec les créateurs, en leur laissant la liberté totale de faire comme ils l'entendent, d'avoir à assumer ce contrat comme ils l'entendent, mais il y a un contrat. Tel écrivain par exemple, a fait dans le cadre d'une commance d'un Conseil Général - c'est un auteur de romans policiers que vous connaissez peut-être, qui s'appelle Didier Deninck, - un roman sur Roissy. Tel autre - un très bon écrivain qui s'appelle Bernard Noël - a écrit autre chose, très différent, deux oeuvres différentes, mais deux oeuvres de responsabilité, parce que précisément dans le cadre d'un contrat.

Je crois que, en matière de politique culturelle, dans le cadre de la ville, nous devons faire ce que la droite ne peut pas faire et ne veut pas faire.

Ce qu'elle ne peut pas faire et ne veut pas faire, c'est augmenter la conscience critique de ceux qui ont un rapport avec la culture; C'est-à-dire elle ne veut pas faire des citoyens, elle veut des consommateurs, elle veut leur donner du plaisir à un certain niveau de jouissance, lyrique, théâtrale, les musées, et cela a existé.

Nous devons avoir cela aussi, bien entendu, car sinon ce serait tomber dans l'illusion du pédagogisme dont on parlait hier, des années 70 ,et ce serait tout à fait une erreur. Donc il faut cela aussi, mais il faut un plus. Il faut précisément cette dimension critique qui est , et vous le comprenez bien, l'axe principal de l'activité culturelle. S'il n'y a pas de regard critique sur le monde et sur sa propre vie, il n'y a pas de créateur. Et s'il n'y a pas précisément un rapport critique entre celui qui éprouve la culture et celui qui la fait, il n'y a pas de vraie relation.

Je prêcherai pour que dans lesexistent sûrement déjà, on trouve des lieux où non seulement aient lieu ces rencontres presque institutionnelles, ces contrats, et je pense à l'écriture, d'abord, mais qu'il y est aussi, des lieux de débats, qui, du point de vue d'une vision classique et étroite de la culture, ne participent pas de la culture, mais des lieux de débats où l'on parle de l'actualité.

Si nous voulons recomposer un mouvement social, un mouvement dynamique de la société, il est absolument nécessaire que le débat soit partout.

Un exemple : Brecht a écrit un très beau roman, peu connu qui s'appelle « Les affaires de Monsieur Jules César ». Nous n'avons pas de Brecht sous la

main, mais ce que nous pouvons avoir dans une ville c'est un lieu, ou une association, où de manière régulière, par exemple, un économiste, un politique, ou tel autre personnage, viennent débattre tout à fait librement, tout à fait ouvertement, par exemple de ce qui se passe à la Bourse actuellement. Et croyez-moi, cela attirerait du monde, j'en suis convaincu. Parce que je crois qu'aujourd'hui,- c'est peut-être la leçon de 81 et 86 -, la différence entre la période 81/86 et celle qui commence c'est que la responsabilité à la fois des politiques socialistes, qui ne sont pas en charge du Gouvernement - quand on est au Gouvernement on « ferme sa gueule ou on s'en va » comme disait un ministre, et il avait raison- quand on est dans le Parti qui soutient le Gouvernement, la responsabilité et surtout quand on est dans le secteur culturel, c'est de parler à haute voix et de dire clairement les choses, dans le rapport avec les citoyens.

Et là nous aurons alors une vraie culture qui ne sera pas une culture d'opposition, parce que nous sommes responsables, mais qui sera une culture de débat et une culture critique.

Je voudrais dire encore un mot, puisqu'il a été beaucoup question d'Europe, à juste titre. Je voudrais faire deux ou trois remarques.

La première, qui rejoint la question qui a été posée à propos de Paris. Cela renvoie aussi à ce qui a été dit ce matin à propos de la musique « la ville, la région, l'Europe ». J'y vois un manque qui me paraît tout à fait décisif. Freche parlait d'Etat, j'y ai ajouté l'Etat-Nation, parce que je crois qu'on ne peut pas faire l'impasse sur la Nation, c'est-à-dire sur ce qu'on appelle aussi la Culture française qui existe.

Il y a une culture méditerranéenne, j'en fais partie, mais il y a aussi une culture française. Ce qui pose la question de Paris. « Il y a du Paris dans toutes les têtes d'urbains en France » disait Roland Castro.

Dans notre manière de vivre notre ville de province, nous vivons aussi par rapport à Paris, et vouloir nier cela, tempêter en disant « mais, comment ? on fait la pyramide au Louvre, pourquoi on ne la fait pas ici et là, ou bien la grande bibliothèque pourquoi ne se fait-elle pas à Saint-Etienne ou à Firminy ? ». Pour moi, cela me paraît une impossibilité, parce que c'est cela la vérité, c'est cela l'histoire nationale. Vous ne pouvez rien au fait que la basilique de Saint-Denis ait les cercueils des rois qui ont fait la France. Est-ce que dans deux, trois siècles, un millénaire, la structure nationale, l'Etat-nation comme le pensent certains idéologues de l'Europe aura disparu, je ne sais pas.

Ce que je constate aujourd'hui, et je m'en tiens aux faits, c'est qu'il n'est pas un lieu du monde - sauf peut-être en France - où la volonté d'affirmation nationale n'ait une vigueur tout à fait juvénile : Arménie, Etats Baltes, Japon, Etats-Unis, Russie . Et pouvons-nous imaginer, que l'un des premiers états centralisés du monde, où la dimension nationale a été une des armatures-clé de la vie culturelle et de la vie historique et politique, soit le seul, par on ne sait quel hasard, à ne pas participer de ce mouvement ? Que seulement dans l'hexagone on n'aurait plus cette dimension nationale ? C'est à mon avis tout à fait irréaliste.

Un auteur (Alain MINC) écrivait récemment : « Les arthritismes ,dont les Français devraient se défaire, constituent autant de résidus historiques ou de traits ancestraux.. C'est-à-dire que pour être le leader de la Communauté, la France devrait s'être banalisée. Exigence somme toute normale, on ne dirige bien que ce à quoi on ressemble. Dans le monde d'aujourd'hui ce n'est plus la grandeur, mais la banalité qui constitue la condition du leadership ».

Voilà une voie . Ce ne peut pas être celle des Socialistes.

Mais l'espace national existe, on ne peut faire l'impasse sur cette réalité.

Encore un mot sur ce point parce qu'il me tient à coeur et sur l'Europe parce qu'elle me tient à coeur :

J'ai pu constater ceci quand on regarde l'histoire de l'Europe. En Europe, il y a toujours eu des réseaux : réseaux de villes, réseaux de monastères, réseaux de pélerinages, réseaux de villes marchandes, réseaux des familles régnantes qui s'échangeaient les filles, les époux et les épouses : Autriche, Espagne, etc.. réseaux des ententes capitalistes, réseaux des européens. En même temps ces réseaux ont toujours eu une grande vitalité, ils n'ont jamais pu ni empêcher la réalité nationale de surgir, ni la brider, à un moment donné ou à un autre. Je prendrais celui qui me touche le plus, le réseau de la deuxième Internationale Socialiste.

C'était un réseau international et un réseau européen. Ce réseau existait comme une volonté de dépasser les réalités nationales et Jaurès était l'incarnation de cette volonté. Ce réseau a explosé sous la poussée nationale irrépressible. Ne négligeons pas cette réalité :

Une culture a d'autant plus de rayonnement qu'elle est enracinée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

QUELLE CULTURE POUR L'EUROPE ?

Secrétariat National
à la Culture

Secrétariat National
aux Questions Européennes
et de Sécurité

COLLOQUE

Samedi 22 avril 1989
Palais des Congrès
Porte Maillot
Paris
Salle HAVANE



10-13 H
Quelles politiques pour la Culture européenne ?

animé par : Gérard FUCHS
avec : Jean-Marie ALEXANDRE
Jean-Pôl BARAS
Gilles CHOURAQUI
Salvator CLOTAS
Freimut DUVE
Bruno PELLEGRINO
Henri SABY
Roger TROPEANO

15-18 H
Cultures nationales et Culture européenne

animé par : Max GALLO
avec : Lothar BAIER
Jean-Pierre COT
Régis DEBRAY
Pierre GUIDONI
Edgard PISANI
Valdo SPINI
José VIDAL-BENEYTO
Theodor ZELDIN

Renseignements : Secrétariat national à la Culture : 45.56.78.21 ou 23
Pascale ROBERT ou Pascal PROMPT

Collection Fondation Jean-Jaurès

Impression LACER - MONTROUGE